

***l'Anti*capitaliste**

n°274 | 29 janvier 2015 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

VICTOIRE DE SYRIZA, UNE BAFFE À LA TROÏKA!



Notre solidarité: MOBILISATION contre L'AUSTÉRITÉ

Dossier

Le djihadisme, enfant monstrueux des politiques impérialistes et libérales

Pages 6 et 7

ÉDITO

L'Europe, c'est «capital»!
Page 2

PREMIER PLAN

**Entretien avec Yann Le Merrer
révoqué de La Poste**
Page 2



ACTU POLITIQUE

Macron : l'urgence est à la mobilisation
Page 4

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec Michèle Sibony,
vice-présidente de l'UJFP**
Page 12



Par HENRI WILNO

L'Europe, c'est « capital »!

J eudi 22 janvier, Mario Draghi, le président de la banque centrale européenne (BCE) a annoncé des mesures qui lui ont valu une approbation quasi générale des gouvernements (avec quelques grognements du côté allemand) et des forces politiques (y compris dans les rangs du Front de gauche) : un programme d'achat de titres publics et privés de plus de mille cent milliards d'euros, soit 60 milliards d'euros par mois. Il s'agit de donner un ballon d'oxygène aux banques et aux entreprises européennes, d'abord en faisant baisser le cours de l'euro par rapport au dollar, puis en espérant que les banques et autres organismes financiers apportent des capitaux aux entreprises et qu'ainsi les investissements et la croissance reprennent... Si la baisse de l'euro peut favoriser les exportations européennes, on peut douter des autres effets, hormis un gonflement supplémentaire de la bulle financière. De plus, Draghi a renouvelé un appel aux « réformes structurelles », comme la loi Macron en France ou le Jobs Act en Italie. En fait, les décisions de la BCE (comme le plan d'investissements de Juncker, le président de la Commission) sont des « emplâtres sur une jambe de bois » : rien ne change au paradis des banquiers et grandes entreprises qui utilisent leur trésorerie pour spéculer.

À noter une mesquinerie significative : la dette grecque est hors programme... sauf si les accords avec le FMI sont respectés ! Avant même l'arrivée au pouvoir de Syriza, il s'agissait donc de mettre la pression sur les Grecs.

Avec la crise, les instances et les gouvernements de l'Union européenne – pas seulement l'Allemagne – ont transformé cette Union en machine de guerre au service de la compétitivité du capitalisme européen dans un monde régi par la libre circulation des capitaux. Pour cela, ils doivent casser les acquis sociaux, et mettre en place un fédéralisme autoritaire poussé à l'extrême dans les pays soumis aux programmes d'« aide », pays dépossédés de leur pouvoir de décision dévolu à la troïka (FMI, Commission européenne, BCE).

Il est vain d'attendre un vrai tournant de la logique de l'Europe capitaliste. En Grèce, comme partout ailleurs en Europe, la victoire de Syriza doit être le signal d'une mobilisation générale contre l'austérité, la seule garantie que « ceux d'en bas » obtiennent réellement quelque chose.

À la Une

Victoire de Syriza, une baffa à la troïka ! Mobilisation contre l'austérité

Lundi 26 janvier, Alexis Tsipras a prêté serment de Premier ministre, pour la première fois sans religieux ! Incroyable scène quand on se rappelle qu'après l'échec de Syriza aux législatives de 2009 (4,6 %), ce parti était au bord de l'explosion...

O r, l'application par le Pasok de Papandreou à partir de 2010 des mémorandums qui ont plongé la population dans la misère, ont permis à Syriza de se faire l'écho électoral de la colère populaire, grimant à 16,8 % en mai 2012 puis à 26,9 % en juin, pendant que le Pasok fondait en gouvernant avec la droite extrême de Samaras.

La colère populaire s'est exprimée

Ce mouvement, qui ne s'est pas accompagné d'un renforcement considérable sur le terrain où le KKE est bien plus implanté et Antarsya souvent bien plus actif, vient de culminer avec le vote du 25 janvier : 36,3 %, presque 600 000 voix de plus qu'en 2012, une victoire historique traduisant la colère populaire contre les troïkas et la politique de la misère. Les chiffres le montrent très clairement : le « peuple du Pasok » s'est reporté en masse sur Syriza, qui obtient de très bons scores dans les quartiers populaires.

Écroulement du Pasok donc (4,7 %) et recul sensible de la droite (27,8 %), dont l'orientation à la Sarkozy est de plus en plus contestée en interne. Mais dans le même temps, la gauche anti-mémorandum plafonne autour de 43 %, ce qui montre la désorientation politique créée par une crise terrible et durable.

Les partis de droite aux profils divers réalisent des scores non négligeables, avec surtout 6,3 % pour les nazis d'Aube dorée, troisième parti au Parlement, et un danger réel, encore plus si le vote de ce dimanche ne débouche pas sur un réel changement...

Dès maintenant la mobilisation anti-nazie doit passer à la vitesse supérieure, d'autant qu'un flic sur deux semble avoir voté pour ces assassins ! Autre faiblesse, le maintien d'une forte abstention – 36,1 % – très élevée pour la Grèce, le signe que ni Syriza, ni le KKE, ni Antarsya n'ont su convaincre une partie de la population, tellement

et n'a pas gagné la troisième place recherchée. Autant de raisons pour lui proposer systématiquement l'unité d'action.

Antarsya, qui tenait à faire entendre la voix anticapitaliste en présentant des listes, a obtenu 0,64 % des voix, un score honorable dans ce contexte de polarisation mais aussi de désaccords sur la mise

Pour ne pas reculer, mobiliser, lutter

Les questions clés ne manquent pas : attitude par rapport à la dette, où la direction de Syriza n'a cessé de reculer ; application des premières mesures promises ; décisions symboliques attendues (et tués par Tsipras lors de son premier discours dimanche soir), comme la réintégration des femmes de ménage licenciées du ministère de l'Économie, ou concernant les droits des immigrés... Sur toutes ces questions, la bourgeoisie et la droite vont hurler et faire pression, avec le risque que le gouvernement recule. Qu'en sera-t-il par exemple de l'engagement de Syriza à recréer 300 000 postes dans la fonction publique, face à des technocrates européens protestant contre cette atteinte au dogme libéral ? Une mobilisation des travailleurEs et des usagerEs de la fonction publique sera nécessaire.

Question de l'heure : comme il a manqué à Syriza deux députés pour avoir la majorité absolue et que le KKE a refusé toute discussion, un gouvernement de coalition est formé avec un parti de droite nationaliste, ANEL, se déclarant anti-mémorandum et prêt à agir en ce sens. Un ministère, celui de la Défense, leur est même offert... Un geste inquiétant, une situation périlleuse, et un problème évident, car demain ce parti pourrait fort bien exercer un chantage, en s'opposant par exemple à des mesures favorables aux immigrés. Que faire, comme déjà demandé dans l'histoire ? Des questions très lourdes pour Syriza mais aussi pour toute la gauche, qu'elle soit avec le KKE ou avec Antarsya...

D'Athènes, A. Sartzekis



écrasée qu'elle n'y croit plus. Savoir associer ces couches populaires aux mobilisations à venir sera indispensable.

À gauche, débats et unité d'action

À gauche, à côté de Syriza, le KKE se satisfait apparemment d'un score en léger progrès (5,47 %) par rapport à juin 2012 et semble vouloir continuer dans son splendide sectarisme, refusant même une rencontre proposée par Tsipras. On peut penser que derrière cette façade, le doute va croître : le parti est loin de ses 8,5 % de mai 2012

en avant de « la sortie de l'euro et de l'UE! ». Sa déclaration, qui souligne la volonté de Syriza d'éviter l'affrontement avec les instances de l'Union européenne, appelle les forces militantes de la gauche à la contre-offensive ouvrière.

On le voit : il y a urgence à ce qu'un cadre de débat et d'unité d'action se dégage au plus tôt, dans une situation où les forces de la troïka ont dès dimanche soir fait pression contre Syriza et la gauche. Sans parler du « baiser qui tue », ces responsables socialistes qui se réjouissent hypocritement des résultats grecs...

ENTRETIEN

« La question ne se règlera pas seulement sur le plan juridique, il faut une campagne large contre la répression »



Yann à Nanterre, le mardi 20 janvier lors du rassemblement de soutien. PHOTO:THÉO ROUGE / JMB

Postier, **Yann Le Merrer** est le premier fonctionnaire révoqué depuis plus de 60 ans pour des motifs militants. À l'occasion du rassemblement de soutien qui a eu lieu mardi 20 janvier, nous lui avons posé quelques questions concernant sa révocation et la mobilisation contre celle-ci.

Pour quelles raisons as-tu été révoqué ? J'ai été révoqué pour des raisons strictement syndicales et militantes. Les griefs qui me sont faits sont consécutifs à une grève : prises de parole non autorisées, « intrusion » dans les établissements (entendez visites des grévistes aux non-grévistes), non-signature du registre

des visiteurs et non-prévenance des chefs d'établissement lors des visites. En clair, la poste attaque le syndicalisme de terrain et ceux qui défendent la convergence des luttes.

Est-ce la vraie raison ou te reprochent-ils autre chose dans le cadre de la grève de 173 jours des postierEs du 92 ?

C'est la vraie raison et c'est la seule vraie raison. Contrairement à leurs habitudes, nos patrons ne se sont pas posés en victimes et ne m'ont pas accusé de violence ou d'insultes, ils ont été droit au cœur de notre pratique militante et syndicale. C'est hautement symbolique. La grève des postiers du 92 a été

BIEN DIT

**Sita : casseur social !
Mairie de Paris :
co-responsable !**

Slogan des ÉBOUEURS DE LA SITA, qui s'occupe de la collecte des déchets dans plusieurs arrondissements de la capitale. En grève depuis un mois, les salariés de la Sita à Vitry-sur-Seine, cassés par le travail, exigent des embauches et sont venus rappeler jeudi 22 janvier à la mairie de Paris sa responsabilité en tant que donneur d'ordre.

Un monde à changer

MÉDICAMENTS MALADES. La chaîne de production et de mise sur le marché des médicaments est largement gangrenée par des logiques de profit, fondamentalement les mêmes que celles qui ont conduit au scandale de la viande de cheval il y a quelques mois.

Fin de semaine dernière, l'Agence européenne du médicament a demandé la «suspension» de commercialisation de plusieurs dizaines de médicaments génériques en Europe suite à des «manipulations» de données par une société indienne chargée d'en certifier la qualité. La recommandation s'appuie sur les résultats d'une inspection remettant en cause la façon dont la société GVK Biosciences conduisait les études nécessaires à l'obtention des autorisations de mise sur le marché de ces médicaments pour le compte des fabricants, explique l'Agence européenne dans un communiqué.

Cette demande de suspension découle d'une inspection réalisée par l'Agence française du médicament sur le site de la société GVK à Hyderabad en Inde. L'inspection a révélé des

manipulations de données d'électrocardiogrammes durant la conduite d'études dites de bioéquivalence destinées à garantir que l'action thérapeutique d'un médicament générique est identique à celle du médicament de référence. Au total, jusqu'à près de 700 génériques pourraient être concernés par cette suspension.

Ce sera à chacun des pays membres de l'UE d'apprécier les situations particulières. En France, l'ANSM a suspendu dès décembre la commercialisation de 25 médicaments génériques (dont certains contenant de l'ibuprofène). À cette liste, l'agence française a ajouté vendredi 25 janvier huit autres médicaments. Les constatations faites ne signifient pas que les médicaments en question sont dangereux, mais elles jettent une lumière crue sur des chaînes de sous-traitance gouvernées par le profit: faire tester des médicaments en Inde, c'est bien sûr moins cher! Économies d'un côté, profits faramineux de l'autre, oui l'industrie du médicament est bien malade. Il faut en finir avec l'emprise des intérêts privés, ça urge!

Le chiffre

26%

En 2012, dernier chiffre disponible, les femmes retraitées ont perçu une pension inférieure de 26% à celle des hommes. Et si on ne prenait pas en compte divers avantages (comme les pensions de réversion), l'écart serait de 40%...

ÉTAT La guerre aux pauvres est déclarée

Contrairement aux déclarations de Valls, la lutte contre le terrorisme n'a pas pour objectif premier d'assurer notre sécurité. Appuyée sur les peurs suscitées par les tueries des 7 au 9 janvier, elle est aujourd'hui l'outil que le pouvoir et le patronat vont utiliser pour tenter de nous diviser, restreindre nos libertés et faire passer leurs réformes antisociales.

L'incarcération comme réponse?

La prison ne protège pas des attentats. Les 19 lois sur la sécurité adoptées entre 2001 et 2011 n'ont pas permis de les empêcher. Elles ont surtout servi à renforcer les peines pour les délits mineurs: outrages, injures aux représentants de l'ordre, possession de cannabis. Celles-ci sont passées en moyenne de 9 à 16 mois, encourageant ainsi la récidive pour 66% de petits délinquants... Et la radicalisation religieuse pour une toute petite partie d'entre eux. La loi Cazeneuve de novembre 2014 et la comparution immédiate pénalisent lourdement et principalement des ivrognes, des adolescents et des personnes souffrant de troubles psychiques! Pour tous ceux-là, la prison n'a pas de sens: elle servira surtout à détruire des liens sociaux et affectifs parfois fragiles.

Enfermer dehors...

Le plan Vigipirate «alerte attentat» permet la protection de certains sites religieux, des gares et des aéroports... mais il autorise également le renforcement des forces de police autour des quartiers populaires, avec tout



Valls et Cazeneuve, filage à tous les étages... DR

le harcèlement que cela signifie. Ainsi, il stigmatise leurs habitants et suggère au reste de la population la menace potentielle qu'ils représenteraient. En attendant sans doute que certains quartiers soit «mis sous la tutelle de l'État car le système démocratique n'est pas à même de gérer certaines zones», comme le propose Malek Boutih. C'est quoi un système autre que la démocratie, une dictature?

Ce nouvel ordre policier exclut de fait les populations les plus modestes, jugées inutiles. Valls avance l'idée

de «mixité de peuplement». Chiche! Oui à la suppression des ghettos riches! Et réquisition des appartements vides pour y loger les mal-logés de nos quartiers.

Discriminations raciales, injustice sociale

L'injustice et l'humiliation subies par des milliers de «jeunes de quartiers issus de l'immigration», terribles discriminants, sont permanentes. Alors que l'échec de l'école y est massif, que le chômage touche un jeune sur deux, que l'espoir y

est tenu, la seule ambition de la ministre de l'Éducation nationale est de «réinstaller des rites et de l'autorité»...

L'observatoire national des ZUS est pourtant sans appel: la pauvreté est trois fois plus importante dans les ZUS qu'ailleurs. La baisse de la dotation d'État aux communes qui s'élève à 3,7 milliards d'euros conduira inexorablement à l'assèchement des budgets des associations, ainsi qu'à une suppression de services publics. Par ailleurs, le budget du plan de rénovation urbaine est annoncé avec une baisse de 5 milliards d'euros...

Hollande et Valls entendent renforcer significativement un ordre social dominant basé sur l'oppression et l'exploitation, ce qui passe par des lois liberticides et antisociales. Ils soutiennent ainsi une nouvelle offensive très agressive de la lutte des classes. C'est sur ce terrain que nous répondons: contre les discriminations, contre tous les racismes, mais aussi contre la loi Macron et la casse de nos droits! Notre mobilisation, nos luttes, doivent nous rassembler largement, pour riposter, pour gagner.

Roseline Vachetta

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Il a mis en place beaucoup de réformes et était, de manière discrète, un grand défenseur des femmes.

CHRISTINE LAGARDE, à propos du roi Abdallah d'Arabie Saoudite disparu le 23 janvier. Pourtant les Saoudiennes ne peuvent aller à l'école, travailler ou voyager en dehors du pays sans la permission de leur «gardien» masculin... et l'Arabie Saoudite reste le dernier pays au monde où les femmes n'ont pas le droit de conduire.

remarquable du point de vue de la mobilisation et de l'activité. À chaque mouvement de grève (Épiny-sur-Orge, Ajaccio, Aubigny, etc.) des contacts ont été noués et des convergences ont eu lieu avec les intermittents et précaires. C'est inacceptable pour La Poste et sans doute pour le seul actionnaire, l'État.

Donc les prises de parole, ça fait vraiment peur à la direction de La Poste? C'est ça qui les gêne en premier lieu, le fait que des syndicalistes ou des grévistes prennent la parole sur le lieu de travail. Fondamentalement la parole est un enjeu de pouvoir, la direction de La Poste veut la garder pour elle seule.

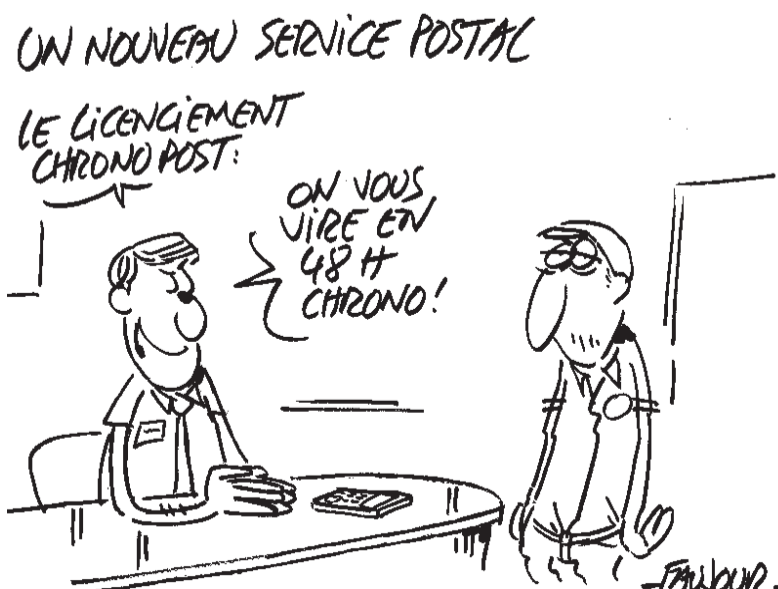
Combien d'autres syndicalistes ont été licenciés ou sanctionnés à La Poste? Pendant et après la grève du début 2014, 12 grévistes et/ou syndicalistes ont été sanctionnés, et 4 ont été

licenciés. Sur ces 4 licenciements, 3 ont été refusés par l'inspection du travail et un a été annulé par les prud'hommes. Je ne suis évidemment pas le seul, loin de là. La répression s'abat systématiquement sur les militants «lutte de classes» depuis des années. Et aujourd'hui, Mohamed, Gaël, Stéphanie, Diego et Brahim sont encore sanctionnés ou en cours de procédure.

Et d'après toi, est-il possible d'obtenir ta réintégration?

D'après moi c'est possible, et d'après nos avocats aussi! Mais la question ne se réglera pas seulement sur le plan juridique, il faut une campagne large contre la répression. On peut même dire que l'idéal serait une riposte générale du monde du travail, seule solution pour mettre un terme à l'agressivité patronale.

Propos recueillis par des correspondantEs



L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoiimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

DIALOGUE SOCIAL

Un échec prometteur



PHOTO THÈQUE ROUGE/GP

La négociation visant à « moderniser » le dialogue social en entreprise s'est soldée le 22 janvier par un échec...

Quatre mois d'intenses tractations, une ultime séance conclusive les 15 et 16 janvier... qui n'en était pas une, suivis de l'appel de Hollande à l'unité nationale entre partenaires sociaux, n'auront pas suffi à faire avaliser un accord qui aurait drastiquement réduit les prérogatives des instances représentatives du personnel et le nombre de délégués.

Le syndicalisme, combien de divisions ?

Pourtant, tout avait bien commencé, comme pour l'ANI de 2013 : la CFDT a rapidement fait savoir qu'elle était prête à entériner la fusion des instances existantes dans les entreprises de plus de 50 salariés (CHSCT, comité d'entreprise et délégués du personnel) au sein du nouveau conseil d'entreprise. En contrepartie, l'instauration de commissions régionales interprofessionnelles couvrant les entreprises de moins de 11 salariés, dépourvues elles de représentation du personnel.

Le statu quo était de mise pour celles de 11 à 49 salariés, les DP étant rebaptisés, par homogénéité, conseil d'entreprise mais sans acquérir la personnalité morale de son grand frère permettant d'ester en justice.

Les inquiétudes étaient d'autant plus importantes que la CGT proposait de renoncer à l'obligation pour les entreprises d'organiser des élections professionnelles dans les entreprises de moins de 50 salariés pour la remplacer par la faculté de demander ces élections à l'initiative de deux salariés. Dans un contexte de chômage de masse, on imagine sans peine le résultat...

On aura donc échappé à la mise à mort du CHSCT, la bête noire du patronat depuis sa création il y a 30 ans, en échange de commissions croupions dont le projet d'accord spécifiait que les représentants ne pouvaient intervenir d'aucune sorte dans les entreprises...

C'est l'appétit insatiable du patronat qui a conduit à l'absence d'accord : là où la mise en place de l'instance unique divisait parfois par deux le nombre de représentants, l'incertitude sur le périmètre de cette dernière, qui aurait gommé une représentation de proximité dans les entreprises multi-établissements, a fini par emporter le rejet de la CFTC et de la CGC dont la signature était nécessaire pour le rendre valide.

La méthode Hollande désavouée

Pour Lacan, « le réel, c'est quand on se cogne »... Après le boycott, par une partie des syndicats, de la conférence sociale qui va d'ailleurs être abandonnée, puis le regain des grèves amorcé par celles de la SNCF et des intermittents, l'union nationale a vécu sur le plan social. Le journal *les Échos* ne s'y est pas trompé en titrant « un échec qui fragilise les futures réformes » et « un revers pour Hollande », ce qui n'est pas pour nous faire boudier notre plaisir ! Suite à ce fiasco, le gouvernement a immédiatement repris la main et recevra rapidement chaque organisation, puis collectivement le 19 février prochain. Pas sûr cependant qu'une loi soit prise au bout : difficile pour les socialistes de liquider le CHSCT et l'obligation annuelle de négocier les salaires dont ils sont à l'origine, avec les lois Auroux de 1982 ; compliqué de prôner la négociation au plus près de l'entreprise tout en réduisant les moyens d'y parvenir...

Ce qui adviendra de la loi Macron et de la mobilisation qui va avec, ainsi que le résultat des prochaines élections départementales, pèseront lourd dans ce choix.

LD

MACRON

L'urgence est à la mobilisation

Lundi 26 janvier, à l'heure où se terminait la manifestation de plusieurs milliers d'opposantEs à son projet de loi, le ministre-banquier Emmanuel Macron commençait, lui, devant le Parlement. Le gouvernement présentant ce texte en procédure d'urgence, la durée des débats devrait se limiter à quelques semaines.



La manifestation anti-Macron devant les Galeries Lafayette lundi 26 janvier à Paris. PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

Des reculs sociaux au nom de l'unité nationale

Pour le gouvernement, il s'agit de profiter de la confusion semée dans les esprits et dans les positionnements politiques par les attentats contre *Charlie hebdo* et l'Hyper Cacher pour faire passer un projet de loi purement libéral. Il tente de prolonger sur le terrain social l'unité nationale largement réussie au niveau politique. Pour Macron, il s'agit de montrer que « les Français sont capables de bouger » et que cela « nous autorisera à être plus exigeants avec nos partenaires et l'Europe ».

Le Medef ne cache pas sa joie : « Ce que propose aujourd'hui Emmanuel Macron va véritablement dans la bonne direction. Sur les professions réglementées il y a un certain nombre de corporatismes qu'il faut faire évoluer. (...) Oui, le texte est intéressant. Il va dans beaucoup de directions dont l'assouplissement des règles du travail du dimanche, autrefois tabou et qui est une des premières choses que le président du Medef Pierre Gattaz a exprimées », selon Thibault Lanxade, président du pôle entrepreneuriat du Medef. En panne de dialogue social après l'échec de la négociation autour de la question des seuils sociaux, il ne reste au gouvernement que l'apparence de la démocratie parlementaire pour tenter de consolider l'embellie sondagière née des attentats.

C'est pas au Parlement...

Avec près de 200 articles à discuter et plus de 3 000 amendements, l'exercice n'est malgré tout pas si simple. Les médias et la majorité des prétendus opposants au projet

ont réussi à focaliser l'attention sur l'extension du travail du dimanche dans les commerces et la libéralisation des professions réglementées du droit (notaires, huissiers, etc.). Les commissions se sont multipliées pour tenter de déminer ces thèmes : un encadrement accru de la réforme des professions réglementées et la recherche d'un « compromis » sur le travail du dimanche dans les commerces. Ce « compromis » supprimerait les cinq dimanches de plein droit et laisserait aux élus un choix allant de zéro à douze, et un amendement pourrait introduire une compensation d'au moins 30 % pour les salariés travaillant le dimanche

matin dans les supermarchés. Et Macron de répéter : « Le texte peut encore être amélioré... Chaque proposition qui visera l'intérêt général trouvera auprès du gouvernement une oreille attentive. »

Toutes ces négociations de couloirs ont comme finalité de neutraliser les « frondeurs » et les députés d'EELV qui avaient faits de fortes déclarations contre le projet. L'autre enjeu est aussi d'exacerber les contradictions au sein de la droite, une droite dont les dirigeants affirment eux aussi que les mesures Macron vont dans le bon sens, mais sont partagés sur l'idée de soutenir, même momentanément, même au nom de l'unité

nationale, le gouvernement PS. Les députés Front de gauche, derrière Chassaigne, espèrent « un sursaut de la gauche de l'hémicycle pour rejeter » ce texte, qui consacre le principe du « renard libre dans le poulailler libre ».

Pas de temps à perdre

Ce qui manque gravement dans le décor, ce sont les mobilisations, seules en mesure de faire reculer le gouvernement. Si c'est sans surprise que CFDT, CGC et CFTC soutiennent largement le projet Macron, l'invisibilité des autres forces syndicales nationales tourne à la caution coupable. Les mobilisations de lundi 26 janvier sont avant tout le résultat de l'acharnement des syndicats parisiens du commerce – regroupés dans le CLIC-P – à s'opposer aux dispositions les concernant dans le projet Macron, tout en ayant conscience de la globalité du projet. Et de ce fait les appels tardifs de structures CGT, de Solidaires ou de FO, n'ont pas permis d'amener le rapport de forces à un niveau qui poserait problème au gouvernement. L'enjeu reste donc de franchir un pas significatif à la mobilisation. Il reste quelques semaines. Il y a donc urgence, d'autant plus que l'absence de riposte pourrait donner de mauvaises idées au gouvernement sur la question des seuils sociaux.

Robert Pelletier

ÉCOLE Non à leur morale rétrograde et stigmatisante!

L'enseignement moral et laïc dans la bouche de l'ancien ministre Peillon, ça n'avait déjà pas franchement le goût de l'émancipation mais plutôt celui du retour à l'ordre, tant prêché par Sarkozy qui en son temps conspuait l'héritage dégradant de Mai 68 sur la jeunesse. Pourtant, depuis septembre 2012, le projet peinait à imprégner les esprits...

Et voilà que, non content d'instrumentaliser jusqu'à l'écœurement l'émotion suscitée par les assassinats des journalistes de *Charlie hebdo* et la tuerie de l'Hyper Cacher, le gouvernement envoie son Premier ministre et sa ministre de l'Éducation nationale en mission. Valls s'est donc fendu d'un terme aux lourds relents de colonisation : « le peuplement » des quartiers pour lutter contre la radicalisation... Eh bien oui : ce gouvernement ne veut paraître stigmatiser personne, mais en même temps, il insinue sans trop prendre de pincettes que c'est plutôt des quartiers populaires que viendrait la menace (?), puisque ce serait eux qu'il faudrait « peupler pour éviter la ghettoisation »...

Morale laïque et valeurs républicaines...

Pour être sûr de bien se faire comprendre, Valls appelle Najat



Et si le gouvernement répondait aux vraies questions? PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

Vallaud-Belkacem à la rescousse. Non contente de débâter des analyses peu probantes sur l'éventuel lien entre éducation et actes meurtriers, celle-ci enfonce le clou de l'instrumentalisation.

C'est à l'école de partir en croisade contre les extrémismes religieux en ouvrant ses portes à « des réserves citoyennes », des groupes de volontaires qui interviendraient dans les écoles à partir de la rentrée 2015

à raison d'une heure par semaine afin d'enseigner la morale laïque... Pire encore, la ministre a annoncé que 1 000 enseignantEs seraient formés à la laïcité pour septembre 2015 et que les candidats professeurs seront évalués sur les valeurs de la République!

Prenant appui sur le refus de quelques dizaines d'élèves de faire la minute de silence ou de la provocation d'autres invoquant des théories complotistes et anti-sémites, le gouvernement entend déployer tout un arsenal répressif et normatif à l'école.

Formater les élèves ?

250 millions d'euros sur trois ans seraient débloqués, mais pour transmettre quoi déjà ? Parce qu'à dire vrai, les valeurs de la République ne suscitent ni envie ni attrait : impérialisme en Afrique, guerre sociale et projet Macron, flics et armées redéployées, racisme d'État à l'égard des musulmans... Les enseignantEs ne se mettront pas en ordre de bataille pour formater les élèves à ce discours réactionnaire. Le 3 février, les enseignantEs seront en grève contre l'asphyxie programmée de leur secteur et de leur salaire. Unir les revendications des personnels aux inquiétudes et ras-le-bol d'un certain nombre des élèves sera le seul moyen de relever la tête, afin de ne pas devenir les instruments de la propagande du gouvernement!

Denise Sarraute

POLOGNE **Victoire des mineurs de fond, défaite du gouvernement**

Entretien. Mobilisés contre la liquidation de 4 mines de houille et les licenciements, les travailleurs de Silésie ont remporté le 17 janvier la victoire, imposant au gouvernement un tournant à 180°. Nous avons interrogé **Boguslaw Zietek**, président du syndicat libre «Août 80» et membre du comité intersyndical de grève et de protestation.



DR

Après dix jours de grèves et de mobilisations populaires dans la région industrielle de Silésie, le gouvernement de coalition PO-PSL d'Ewa Kopacz a capitulé. Comment cette lutte a-t-elle commencé ?
À la mi-décembre, le nouveau gouvernement avait promis de consulter les syndicats des mineurs sur le programme de sauvegarde des mines. Mais le 7 janvier, Kopacz a annoncé la mise en liquidation de 4 mines et les licenciements. Le jour même, la grève a commencé dans ces quatre mines. Les mineurs de fond ne sont pas remontés à la fin de leur travail et ont occupé les fronts de taille. En 24 heures, la grève a paralysé les quatre mines. En Silésie, depuis deux ans, nous avons construit un comité de grève et de protestation dont font partie

les principaux syndicats : Solidarnosc, OPZZ, FZZ et Août 80. Il y a deux ans, ce comité avait organisé avec succès une grève générale d'avertissement. Depuis, il était en sommeil mais n'a pas été dissous. Il a immédiatement pris l'initiative de coordonner le mouvement et exigé la venue du gouvernement. Dans le même temps, les autres mines ont entamé des actions de solidarité : les mineurs travaillaient normalement, mais après le travail ils restaient au fond des mines, prêts à les occuper immédiatement.

Comment expliques-tu que le gouvernement ait décidé d'une telle provocation ?
Premièrement, il espérait que les mineurs resteraient isolés dans leur lutte, car la propagande parlait des « incroyables privilèges » des mineurs. Le gouvernement comptait aussi sur la désunion des syndicats et des mineurs, car il annonçait la mise en liquidation de seulement 4 mines et espérait que les autres mineurs n'allaient pas les défendre, proclamant que, sinon, c'est toute la compagnie minière (KW), c'est-à-dire 14 mines, qui serait liquidée, soit 47 000 postes de travail. Personne n'a accepté ce discours. Troisièmement, personne au sein du gouvernement ne prévoyait une telle résistance sociale ! Ce ne sont pas

seulement les mineurs, mais toute la société qui s'est levée contre le gouvernement. Une semaine après le début du mouvement, les sondages indiquaient que 68,5% de la population soutenait les mineurs et seulement 15% considérait que le gouvernement avait raison !

Ce fut une véritable mobilisation populaire contre le gouvernement...
Heureusement que nous avions préservé le comité de grève ! Nous avons pu organiser immédiatement des actions en soutien aux mineurs grévistes. Mais les gens se sont aussi soulevés spontanément, organisant eux-mêmes des barrages des routes, des manifestations, des marches de protestation... À chaque fois, il y avait des centaines voire des milliers de participants, en général les familles et la population tout entière. Des villages de tentes ont fleuri devant les mines. Il n'y pas eu une journée sans actions. La plus grande manifestation a eu lieu à Bytom : près de 12 000 manifestants, alors qu'il n'y a que 2 000 mineurs. Le syndicat des infirmières et sages-femmes (OZZPiP) de la région de Silésie s'est également engagé dans le mouvement, animant meetings et manifestations unitaires. Dès les premières heures il y a eu des réunions du comité de grève avec les mairies, et nous avons

conclu que nous allions nous aider mutuellement. Il faut dire que la maire sans étiquette de Ruda Slaska, où la mine «Poko» était menacée, a été élue avec le soutien des syndicats de mineurs, dont Août 80. À Gliwice, le maire, aussi sans étiquette, s'était déjà engagé auparavant dans l'aide à la mine menacée, finançant par le budget municipal l'élaboration d'un programme alternatif. Il y avait même des rumeurs comme quoi le gouvernement a décidé de la mise en liquidation de ces mines pour sanctionner les populations qui ont élu des maires sans étiquette... Mais même les villes dirigées par PO ont adopté des résolutions contre le gouvernement.

Quels sont les effets de votre victoire ?
Les gens ont compris qu'ils peuvent lutter et gagner. Cela avait commencé par des déclarations que, comme Mme Thatcher, le gouvernement allait briser les mineurs, et cela se termine par la capitulation du gouvernement, qui engage des milliards de zlotys pour une véritable restructuration de la branche... Les autres branches lèvent la tête et recommandent à penser aux revendications. Le climat a changé. Avant les gens disaient «la lutte ne sert à rien, car on perd toujours», et aujourd'hui ils disent que ça vaut le coup de lutter, que la victoire est possible... Il y a aussi l'affaiblissement du gouvernement et une division dans son camp. Les gens rejettent tous les partis, car ils ont tous été en dehors du mouvement.
Propos recueillis par Jan Malewski

ARGENTINE Une crise politique grave... qui s'aggrave!

La crise argentine (voir l'Anticapitaliste la revue n°58, octobre 2014) connaît un nouveau développement, avec le « suicide » du procureur Nisman, à la veille de la présentation devant le Congrès de députés d'une mise en accusation de la présidente Cristina Kirchner...

Celle-ci est accusée de complicité, concernant l'impunité dont ont bénéficié les auteurs de l'attentat de 1994 qui avait détruit le bâtiment de la communauté juive (AMIA) et provoqué la mort de 84 personnes en plein centre de Buenos Aires. Les élections présidentielles pour remplacer Kirchner auront lieu en octobre et se préparent dans un cadre d'épuisement du régime, de crise économique, et maintenant de convulsion politique, qui touchent directement le cœur du pouvoir et toutes les institutions. Pendant plus de 20 ans, l'attentat antisémite de l'AMIA aura été l'histoire de l'impunité et du règne des services de sécurité sur la justice, autour de manœuvres nationales et internationales. La Syrie a d'abord été mise en accusation, puis l'Iran. Les réseaux nationaux sont, eux, toujours restés dans l'ombre. Les États-Unis et Israël ont dicté de fait la conduite des « investigations ». Dernièrement, le gouvernement argentin a cherché un accord avec l'Iran, au moment où les États-Unis ont relancé les négociations avec ce pays. Tout indique que l'accusation lancée par Nisman était une opération venue des États-Unis et d'Israël contre ces négociations Argentine-Iran. Cette impunité du régime se révèle aussi dans les autres assassinats politiques de ces dernières années : la disparition de Julio Lopez, l'assassinat de Kosteki et Santillan, le massacre de Rio Tercero, la mort de Mariano Fereyra, et beaucoup d'autres... L'intervention et la responsabilité des services de renseignements a été toujours établie.



Des manifestantEs brandissent un portrait de Nisman. DR

Putréfaction d'un régime
Mais les événements autour du « suicide » de Nisman montrent que les « opérations » de services ont fini pour occuper toute la place dans le domaine de la politique, de la justice, des institutions. Le commandant en chef de l'armée de terre César Milani est devenu le vrai patron des services, et ainsi le démiurge de la politique argentine. Il est poursuivi par la justice pour sa participation aux crimes de la dictature militaire... Derrière la façade de régime « progressiste », le gouvernement Kirchner est un gouvernement répressif et dominé par les réseaux et les combines. Cette putréfaction est dénoncée par les partis de la gauche révolutionnaire du FIT (Frente de Izquierda y de los Trabajadores - PO, PTS et IS) et par l'ensemble des organisations populaires et de gauche. Ils veulent que toute la clarté soit faite sur les conditions de la mort de Nisman et sur tous les crimes politiques, sans aucune confiance en l'enquête officielle. Est aussi demandée l'ouverture immédiate et totale des archives et des documents des services de renseignement, l'abrogation de la loi antiterroriste et du projet X (infiltration et espionnage des organisations populaires)... Les forces de gauche et du mouvement ouvrier sont la seule alternative politique à la décomposition de l'État, une alternative qui doit s'imposer à travers une forte mobilisation démocratique et ouvrière. Un « gouvernement de travailleurs » est le principal mot d'ordre s'opposant à la misère, la crise, la répression, la décomposition.
Marcelo N.

Les derniers chiffres disponibles, ceux du troisième trimestre 2014, donnent une progression du PIB de 5% en rythme annualisé, un chiffre supérieur de 3,9% aux prévisions. Pourtant, le niveau de vie de la population est toujours aussi faible. Le taux de chômage a baissé à 5,6% en décembre 2014, son plus bas niveau en six ans et demi. En réalité, il est bien plus élevé si on inclut les temps partiels forcés et ceux qui sont découragés de chercher un emploi. Il y avait en 2013 45,3 millions de pauvres, soit 14,5% de la population, le même taux depuis trois ans. Et le revenu médian des ménages en 2013 était de 8% inférieur à celui de 2008. Les ménages modestes sont toujours très endettés.

La croissance... des inégalités
« Accepterons-nous une économie où seulement un petit nombre d'entre nous réussit particulièrement bien ? » dit Obama, reconnaissant l'accentuation des inégalités et omettant de dire qu'elles sont avant tout les conséquences de sa politique : le sauvetage des banques et des grandes entreprises industrielles avec de l'argent public. Ce sauvetage a encouragé les logiques de privatisation des profits et de socialisation des pertes. Les milliards de cadeaux aux « big three » (General Motors, Chrysler et Ford) pour les « sauver » ont été accompagnés de la fermeture de dizaines d'usines dans le Nord-Est et de

USA Tout va très bien, monsieur le Président ?

« Nous nous relevons de la récession davantage libres qu'aucune nation sur terre pour écrire nous-mêmes notre futur »... Le ton d'Obama est volontiers triomphaliste, voire messianique. La reprise de la croissance du PIB aux États-Unis, après des années de récession et de croissance molle, semble confirmer ses déclarations...

L'ouverture d'usines dans le Sud... avec des salaires jusqu'à quatre fois inférieurs ! Autre exemple : la réforme de l'assurance santé, mesure phare d'Obama, peine à montrer son efficacité en termes de transfert de richesses. Au-delà des chiffres, les mouvements sociaux de l'année 2014, que ce soit à Ferguson contre le racisme ou la lutte pour le salaire minimum de 15 \$ de l'heure dans les fast-foods, sont là pour nous rappeler les logiques de paupérisation qui frappent les classes populaires américaines. L'économie américaine a été maintenue à flot par des politiques monétaires expansives et une injection massive d'argent public. Mais les ratios d'efficacité de la dépense publique ont été assez faibles sur toute une période : jusqu'à plus de 4 dollars d'argent public investi pour un dollar de PIB de croissance en plus. C'est l'investissement privé qui fait défaut. L'endettement



Un budget pour les classes populaires petit comme ça... DR

des ménages à hauts revenus et des entreprises reste aussi très important. Cependant, pour les trois premiers trimestres de 2014, l'efficacité de la dépense publique semble être passée sous la barre des un dollar pour un dollar de

PIB généré, suggérant une timide reprise de l'investissement privé. Affaire à suivre...
Des mesures électorales
Les mesures proposées par Obama sont des clin d'œil aux classes moyennes dont il lui faudra courtiser les votes en 2016, mais ne sont aucunement en rupture avec les politiques menées jusqu'à maintenant : rendre gratuits les universités courtes, augmenter les dotations pour l'éducation, la garde d'enfants et les retraites des « classes moyennes » mais avec un budget - 320 milliards de dollars sur dix ans pris aux plus hauts revenus - bien pâle, comparé à tout ce qui a été offert aux riches. Et la cerise sur le gâteau : la fin du blocus sur Cuba, non pas pour alléger les souffrances de la population cubaine, mais bien pour refaire de Cuba le « bordel des USA » qu'elle était, avant que la révolution de 1959 vienne y mettre un terme...
Stan Miller

Aux origines de l'État islamique, la destruction de l'Irak et de la Syrie

Un développement spectaculaire au cours des dernières années, favorisé par la décomposition des appareils étatiques et la violence de la répression des pouvoirs en place.

En Irak...

La naissance de l'État islamique (EI) remonte à l'année 2006 en Irak, et ne peut être comprise que dans le contexte spécifique de l'Irak post-invasion étatsunienne. Les bombardements puis l'invasion de l'Irak ont en effet été suivis d'une politique de réorganisation du pays par les forces d'occupation, avec notamment la volonté de mettre en place un gouvernement soumis aux intérêts des États-Unis et de leurs alliés. Au nom de la «débaathification» (du nom du parti Baath, celui de Saddam Hussein), une grande partie de l'appareil d'État a été démantelée, avec notamment la dissolution de l'armée, première institution du pays, dont l'origine remontait aux années 1920 sous le mandat britannique.

Ce démantèlement brutal, et l'incapacité des États-Unis et de leurs alliés irakiens à faire émerger des structures politico-administratives légitimes et stables, ont non seulement accéléré la décomposition du pays, mais ont de plus contribué à convaincre nombre de soldats et d'anciens officiers de Saddam Hussein, qui se sont retrouvés sans emploi et sans avenir, de rejoindre les rangs de la résistance à l'occupation. La politique sectaire conduite par le Premier ministre chiite Nouri al-Maliki (en poste de 2006 à 2014), qui marginalise la minorité sunnite (dominante durant l'ère de la dictature de Saddam Hussein), et la répression féroce de l'armée d'occupation et de ses supplétifs irakiens, vont quant à elle favoriser non seulement une radicalisation mais une confessionnalisation des affrontements.

C'est dans ce contexte que l'État islamique a pu naître et se développer. Il ne s'agit évidemment pas de nier l'action et l'idéologie résolues de militants religieux radicaux proches d'Al-Qaïda, mais de comprendre que leur discours et leur projet n'ont pu gagner l'audience qu'ils ont obtenue que dans ce contexte de décomposition de l'État irakien et de confessionnalisation de la politique et des conflits. Tous les spécialistes s'accordent en effet aujourd'hui pour reconnaître que l'on retrouve dans l'ossature de l'EI, et notamment dans son commandement militaire, un nombre significatif d'anciens officiers de Saddam Hussein. Selon l'analyste irakien Hisham al-Hashimi, ce sont aujourd'hui pas moins de 17 des 25 leaders les plus importants de l'EI, parmi lesquels son numéro un, Abu Bakar Al Baghdadi, qui ont transité par les prisons étatsuniennes en Irak pendant les années 2004-2011. Un basculement s'est opéré à la fin de l'année 2012, lorsque plusieurs villes sunnites se sont soulevées pacifiquement contre le pouvoir central et que ce dernier a tenté d'écraser dans le sang le soulèvement. Dans la ville d'Hawija, au cœur de laquelle un sit-in était organisé depuis plusieurs semaines,

les troupes de Bagdad ont commis le 23 avril 2013 un véritable massacre: au moins 50 morts et plus d'une centaine de blessés dans une opération qualifiée, bien évidemment, d'«antiterroriste» par le gouvernement central. Le silence du pouvoir face aux revendications et la violence de la répression ont achevé de convaincre nombre d'Irakiens de rejoindre les rangs des factions les plus radicales, au premier rang desquelles l'EI, qui



Un djihadiste brandissant le drapeau de l'Etat islamique à Mossoul en Irak en juin dernier. DR

a connu un spectaculaire développement après les événements d'Hawija, prenant notamment le contrôle de zones pétrolifères lui permettant de s'autofinancer et remportant de faciles victoires face à une armée irakienne mal préparée, mal entraînée et ne bénéficiant plus du soutien de l'armée US (qui s'est progressivement retirée en 2010-2011).

... et en Syrie

Des causes similaires, quand bien même la situation n'est pas strictement équivalente, ont produit les mêmes effets en Syrie. Le pays n'a bien sûr pas connu d'invasion et d'occupation étrangère. Mais il a lui aussi connu un soulèvement populaire en mars 2011, qui a subi (malgré son caractère pacifique) une violente répression de la part du régime, précipitant le pays dans des affrontements armés de plus en plus violents. On sait désormais que Bachar el-Assad a libéré dès 2011 des prisons syriennes des milliers de militants «djihadistes» dans l'objectif inavoué de durcir et de confessionnaliser les affrontements et de se poser comme seul garant de l'unité de la Syrie et du retour à l'ordre. Ce calcul cynique a en réalité favorisé la jonction entre ces combattants, leurs homologues venus de l'étranger et l'EI.

Dans une Syrie dévastée par les combats et par la violence de la répression du régime, l'EI s'est en effet progressivement imposé, notamment à la lumière de son développement en Irak, comme une force de plus en plus crédible, non seulement pour lutter contre Bachar el-Assad, mais aussi pour

ramener un semblant d'ordre dans les villes et régions échappant au contrôle du régime et donc livrées à elles-mêmes. La disparition des structures étatiques a en effet créé une situation de chaos dans ces zones, que l'EI se propose de pacifier et de réorganiser. En effet, en Syrie comme en Irak, l'EI comble le vide laissé par l'État, en rétablissant l'ordre et en fournissant une assistance aux populations: l'EI n'est pas seulement une bande

de fanatiques avec une idéologie totalitaire, mais aussi «un système militaire, politique et économique bien huilé» (pour reprendre les termes de la chercheuse Myriam Benraad.

À cet égard, et ce malgré les dénégations forcenées des chancelleries occidentales, l'EI possède bel et bien certaines caractéristiques d'un État. Son développement spectaculaire au cours des dernières années, en Irak puis en Syrie, aurait été impossible sans les processus de décomposition des appareils étatiques et sans la violence de la répression qui s'est abattue sur les populations marginalisées. Il ne s'agit pas de verser dans le complotisme et de proclamer que les États-Unis ou Bachar el-Assad aurait «créé» de toutes pièces l'EI. Force est toutefois de constater que les combattants et les idéologues du mouvement n'auraient jamais pu acquérir une telle audience et une telle puissance si les pouvoirs en place et leurs alliés internationaux n'avaient pas choisi la politique du pire, au mépris des revendications populaires.

Julien Salingue



Abu Bakar Al Baghdadi. DR



DJIHADISME

Enfant monstrueux des politiques impérialistes et libérales

Une semaine après le 7 janvier, Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa), basée au Yémen, revendiquait l'odieuse attentat. «Cette bataille bénie a été conduite par deux héros de l'islam, les frères Saïd et Chérif Kouachi. Ça a été un bienfait d'Allah que cette opération coïncide avec celle du frère moudjahid Coulibaly» déclare

Aqpa. «Vous attaquez le Califat, vous attaquez l'État islamique, on vous attaque. Vous ne pouvez pas attaquer et ne rien avoir en retour», déclarait Coulibaly dans sa vidéo posthume.

Le choc a été brutal, venant rappeler que la France est bien en guerre et qu'il n'est pas possible de répandre la terreur sans effet retour. Que les acteurs de ces meurtres terroristes soient nés et aient grandi en France n'en a rendu le choc que plus violent, incompréhensible pour beaucoup, devant cette conjonction des effets dévastateurs des guerres et de la désespérance sociale.

La réponse du Premier ministre, «Nous sommes en guerre contre l'islamisme radical», rentre dans la logique du «choc des civilisations». Quel déni de réalité! Le chaos sanglant du Moyen-Orient d'où surgit le djihadisme de certains jeunes musulmans d'Europe ne sort pas de rien. Il est la conséquence d'une histoire, la politique des grandes puissances depuis des décennies et de leurs alliés, dictateurs locaux, de leurs manœuvres pour diviser les peuples, opposer les communautés les unes aux autres et de leurs interventions militaires en Irak, en Libye, en Afrique et aussi en Afghanistan. Le drame palestinien est le cœur de cette guerre permanente contre les peuples pour le pétrole.

Cette politique, coloniale hier, impérialiste et libérale aujourd'hui, la décomposition sociale et politique qu'elle engendre, créent les conditions du développement des fondamentalismes religieux, des ennemis des travailleurs et des peuples.

Il n'y a de réponse que démocratique, en prenant le mal à la racine: la domination capitaliste sur les peuples. Contre l'offensive sécuritaire et la défense de l'ordre moral réactionnaire par le PS allié à toutes les forces réactionnaires, contre les expéditions militaires et leur justifications qui alimentent toutes les formes de racisme contre les musulmans et contre les juifs. On ne peut combattre l'un sans combattre l'autre, comme on ne peut lutter contre le terrorisme sans combattre les politiques sécuritaires et les guerres impérialistes.

Ce dossier revient sur les 14 ans de «guerre contre le terrorisme» qui n'ont fait qu'accroître ce qu'elle prétendait combattre.

Yvan Lemaitre

Aux origines d'Al-Qaïda, l'URSS et le nouvel ordre mondial



Ben Laden en Afghanistan contre les soviétiques. DR

La première manifestation spectaculaire de la mouvance djihadiste moderne a été l'attaque de la Grande mosquée à La Mecque, avec une prise de nombreux otages, en novembre 1979.

lutte contre le régime « communiste » régnant en Afghanistan depuis 1979 et appuyé par une armée d'occupation soviétique. Le régime s'impose par la force à une société qui lui résiste (parmi d'autres raisons, on trouve l'échec d'une réforme agraire ne permettant pas aux paysans affranchis des pouvoirs féodaux de survivre). Mais les forces islamistes qui mènent la résistance armée dénoncent ses aspects modernisateurs, par exemple la scolarisation des filles. Toutes les forces djihadistes de la région se tournent alors contre le communisme, athée et donc pervers par nature. Les services saoudiens et états-unis fournissent toute sorte d'aide : logistique, matérielle, militaire. Et comme d'autres, Oussama Ben Laden participe à la lutte en Afghanistan...

Le nouvel ordre mondial

L'alliance tacite avec la réaction wahhabite et avec les États-Unis est rompue en 1990. À partir de la « crise du Golfe », suite à l'occupation du Koweït par la dictature irakienne, le royaume saoudien offre son sol au déploiement d'une armada impérialiste qui va bombarder l'Irak en janvier et février 1991. À l'instar d'autres, Oussama Ben Laden dénonce un pouvoir royal qui « laisse fouler le sol du pays par des soldats non-musulmans, alors qu'il est le gardien de La Mecque et de Médine ».

Leur combat international sera désormais orienté contre les USA et leurs alliés. Ben Laden séjourne dans plusieurs pays arabes, en Libye, au Soudan... S'ensuivront des séjours en Afghanistan, et la préparation des attentats du 11 septembre 2011. Les Talibans, au pouvoir depuis 1996, le protègent.

Le développement des « filiales »

Après 2001, Al-Qaïda, nom désormais connu dans le monde entier, ouvrira des « filiales » dans plusieurs pays arabes. Des groupes locaux cherchent à s'affilier pour gagner en notoriété. En 2004, Al-Qaïda s'implante en Irak pour tenter d'apparaître comme la force en pointe dans la résistance à l'occupation US. En 2007, le dernier reste des groupes islamistes armés en Algérie (après la défaite de la mouvance islamiste dans la guerre civile des années de 1992 à 1999) choisit d'adopter le nom d'« Al-Qaïda au pays du Maghreb islamique » (AQMI). En 2009, la dernière « filiale » sera créée : « Al-Qaïda dans la péninsule arabique » (AQPA). Aujourd'hui, au Yémen, le réseau profite largement de la faiblesse structurelle du pouvoir central, dans une société à structuration encore tribale et traversée par un clivage confessionnel sunnites/chiïtes.

Bertold du Ryon

Régimes d'Arabie Saoudite et du Qatar...

L'Arabie Saoudite vient de faire parler d'elle à l'échelle internationale, avec la mort du roi Abdallah, décédé le 23 janvier dernier à l'âge de 90 ans. Son successeur sera son frère Salmane, un jeunot de 79 ans, aussi « ouvert d'esprit » que son aîné.

Les divers hommages venus des grandes puissances au défunt roi prêteraient à rire, si la réalité de la vie des « sujets » saoudiens n'était pas aussi triste. Mais une partie des dirigeants impérialistes a un peu moins trouvé à rire quand est venue sur la table la question du rôle du royaume saoudien dans la région. Ainsi le 2 octobre 2014, le vice-président des États-Unis, Joe Biden, déclara lors d'une réunion à l'université de Harvard (aux USA), à propos des soutiens dont bénéficiaient les groupes djihadistes : « Notre plus gros problème, c'était nos alliés dans la région. Les Turcs sont des grands amis, ainsi que les Saoudiens et les résidents des Émirats arabes unis. Mais (...) ils ont mené une guerre par procuration entre sunnites et chiïtes, et ils ont fourni des centaines de millions de dollars et des dizaines de milliers d'armes à tous ceux qui acceptent de lutter contre el-Assad. »

Pouvoir wahhabite et Frères musulmans

On comprend bien que ce qui inquiétait le vice-président US, ce n'est pas que les pays nommés auraient soutenu des forces démocratiques se battant contre la dictature syrienne, mais bien les djihadistes qui conçoivent cette lutte dans une optique de guerre confessionnelle : le pouvoir syrien est entre les mains du courant religieux alaouïte, et ses principaux alliés sont chiïtes (le régime iranien et le Hezbollah libanais). Certains ont cru ou croient toujours que la monarchie saoudienne soutiendrait les partis affiliés à l'internationale des Frères musulmans,



Obama et Biden, le tandem de l'impérialisme états-unien. DR

ce qui est une erreur. Si le pouvoir wahhabite saoudien a aidé les Frères musulmans dans les années 1950 et 1960 contre le régime nassériste – le nationalisme arabe séculier était alors son ennemi principal absolu –, les deux sont devenus des rivaux depuis de longues années. Cela s'explique par des rivalités pour la direction des forces islamistes dans le monde, mais aussi par l'orientation « républicaine » des Frères musulmans (qui aspirent à une République islamique mais rejettent la monarchie). Concernant l'Égypte, les alliés de l'Arabie saoudite se trouvent parmi les partis salafistes, qui ont majoritairement soutenu les militaires contre les Frères musulmans. L'Arabie saoudite et d'autres monarchies du Golfe ont rapidement collecté 12 milliards de dollars d'aide financière en quelques jours début juillet 2013, permettant au nouveau pouvoir égyptien de colmater les brèches dans le budget de l'État...

Le Qatar en soutien aux radicaux

Le Qatar est le seul régime monarchique du Golfe à déplorer ouvertement la mise à l'écart des Frères musulmans en Égypte. La chaîne télévisée qatarie a pris d'ailleurs ouvertement leur parti, mais le pouvoir qatari a fini par accepter les nouvelles réalités égyptiennes. Mais le Qatar soutient, lui aussi, des islamistes plus radicaux, d'obédience djihadistes, dans certains pays. Ainsi, quand les djihadistes avaient pris le pouvoir par les armes au Nord du Mali entre janvier et avril 2012, le Qatar leur fournissait une aide qui ne tarda pas à être remarquée : des avions en provenance du Qatar atterrirent sur place, officiellement dans un but « humanitaire »...

Et sur le théâtre de guerre syrien, le Qatar joue par ailleurs le même jeu que le pouvoir saoudien, cherchant à transformer l'affrontement politique avec le régime Assad en guerre confessionnelle.

Bertold du Ryon

Afrique : pillage capitaliste et violence intégriste

En Afrique, il existe trois foyers principaux de djihadisme : la Somalie avec les Shebab, le Nigeria avec Boko Haram et la zone sahélo-saharienne avec principalement AQMI et Al-Mourabitoune.

Ces groupes restent très différents entre eux, tant aux niveaux religieux, financier que par leur agenda. Il n'y a pas non plus de réelle coordination, seulement des aides ponctuelles. C'est ainsi que l'on a pu voir quelques membres de Boko Haram au Mali quand les djihadistes se sont emparés de la partie nord du pays. Ce qui est identique par contre, c'est la politique des gouvernements locaux et occidentaux qui se résume à une simple réponse militaire dont l'efficacité est pour le moins douteuse au vu de l'augmentation de la violence qui s'étend à d'autres pays. La Somalie en est une bonne illustration. Les USA ont soutenu contre les djihadistes les

chefs de clans féodaux, ceux-là mêmes qui avaient plongé le pays dans une guerre civile pendant des décennies. La Maison Blanche a même poussé les pays limitrophes comme l'Éthiopie, Djibouti mais aussi le Kenya à intervenir. Pourtant, ces différentes armées n'arrivent toujours pas à venir à bout des Shebab qui, en représailles, ont organisé des attentats à Djibouti et au Kenya. C'est ainsi que dans ce pays les réfugiés somaliens sont stigmatisés par une partie de la population et sont les victimes quotidiennes de violences des forces de l'ordre kényanes. Les autorités nigérianes n'ont répondu à Boko Haram que par une violence aveugle souvent tournée contre les populations civiles, ce



Des soldats interviennent après une attaque de Boko Haram à Kaduna en juillet dernier au Nigeria. DR

qui a renforcé la secte et l'a poussée dans une cruauté extrême. L'appui des pays occidentaux à des régimes illégitimes et corrompus, tout comme les interventions militaires directes, ne règlent en rien les problèmes. Les populations des pays sahéliens, en premier lieu les Maliens, souffrent

encore des conséquences de l'irresponsabilité des Sarkozy, Cameron et leur intervention armée en Libye.

Militarisme et FMI

Si les réponses militaires restent un échec, c'est parce que ces milices islamistes ont réussi à

se construire une base sociale parmi les populations qui sont laissées sur le carreau par les politiques ultralibérales inspirées par l'Europe et les États-Unis et appliquées avec zèle par une élite locale discréditée. Une des conséquences des politiques économiques du FMI et de la Banque mondiale dans les pays africains a été la destruction des services publics, qui sont maintenant partiellement pris en charge par des confréries islamiques, la plupart financées par les pays du Golfe. Ainsi par exemple, faute de moyens, l'école publique dans beaucoup de pays africains cède le pas aux madrasas, ces écoles coraniques, qui enseignent aux jeunes un islam wahhabite particulièrement réactionnaire. La lutte contre ces groupes et leur logique totalitaire – dont les populations, souvent musulmanes, sont les premières victimes – est un impératif. Ces milices croissent sur le terrain

de la misère, elles utilisent une jeunesse désœuvrée sans avenir. Il n'est pas anodin qu'Abubakar Shekau, le dirigeant de Boko Haram, soit un ancien enfant des rues sans instruction ni éducation religieuse, contrairement à Mohamed Yusuf le fondateur de cette secte.

La réponse doit être avant tout sociale et donne pleinement sens à la lutte contre la dette qui écrase les populations, contre les APE (accords de partenariat économique) qui contribuent à détruire le tissu économique des pays africains au profit des multinationales européennes, contre le soutien du gouvernement français aux différents potentats qui sévissent en Afrique et empêchent toute évolution démocratique.

Plus que jamais, le message de Thomas Sankara reste d'actualité : « Ni le Coran, ni la Bible, ni les autres n'ont jamais pu réconcilier le riche et le pauvre ! »
Paul Martial

THYSSENKRUPP
ASCENSEURS ANGERS (49)

Mobilisation contre les licenciements



En octobre dernier les salariéEs refaisaient la déco de l'usine... DR

À l'appel d'une intersyndicale CGT-FSU-Solidaires et UNL (Union nationale lycéenne) de Maine-et-Loire, une manifestation de 500 personnes a eu lieu mardi 27 janvier contre les 258 licenciements annoncés à l'usine ThyssenKrupp angevine.

Le cortège est parti de l'entreprise et a rejoint le site de Chassis Breaks International (ex Bosch) où des emplois sont aussi menacés. Des débrayages ont eu lieu dans de nombreuses entreprises de l'agglomération mais aussi dans les services publics où la CGT avait déposé des préavis de grève. Appartenant au géant sidérurgiste allemand Thyssen, ThyssenKrupp Ascenseurs, 3^e groupe mondial du secteur derrière Otis et Schindler, avait annoncé le 25 septembre dernier sa volonté de supprimer 258 emplois (60% des effectifs) sur son site angevin. L'objectif affiché par la direction est de délocaliser la production sur ses deux autres usines européennes, en Allemagne et en Espagne. « Ce projet est nécessaire pour sauvegarder la compétitivité de notre groupe sur le secteur de l'ascenseur dans un contexte de marché de plus en plus difficile, notamment en France », déclarait Jean-Michel Insalaco, PDG de ThyssenKrupp Ascenseurs...

Toujours plus pour les actionnaires

2014 avait pourtant été l'année de la reprise des bénéfices pour Thyssen après trois années de résultats négatifs. Les carnets de commandes remplis avaient permis au groupe d'augmenter son chiffre d'affaires de 7%, et ainsi de distribuer de confortables dividendes aux actionnaires. Et ce n'est qu'un début, les licenciements prévus à Angers doivent permettre à la branche ascenseurs de porter sa « marge opérationnelle » de 10 à 15%! Les éluEs angevins de tout bord n'ont pas manqué de « marquer leur sympathie et leur solidarité » aux salariéEs, la solidarité se limitant aux déclarations bien sûr... Mention spéciale toutefois au député PS Marc Goua particulièrement ému, qui s'exprimait suite à l'annonce du PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi): « il faut absolument qu'on prenne des mesures pour abaisser nos coûts du travail et redevenir compétitifs ». No comment!

Faire converger les luttes

Depuis l'annonce du PSE, de nombreuses actions ont été menées par le personnel de l'usine: débrayages, pétitions, manifestations, envahissement de la salle des négociations... Fin octobre, devant le siège du groupe à Essen en Allemagne, les salariéEs français manifestaient leur colère avec leurs collègues allemands. À Angers, samedi 13 décembre, plusieurs centaines de salariéEs manifestaient dans le centre ville suite à un appel intersyndical.

Mardi 27 janvier, les salariéEs de Thyssen Angers et leurs nombreux soutiens ont montré qu'ils n'étaient pas résignés. Cette journée constitue une première étape dans la nécessaire convergence des luttes qu'il faut construire. Face à ce gouvernement au service des patrons, les salariéEs savent qu'ils ne peuvent compter que sur leurs propres forces. **Correspondant**

GRÈVE Les routierEs montrent la voie!

Une grève des salariéEs des transports routiers a commencé le 18 janvier à l'appel de l'intersyndicale CGT-FO-CFTC-CGC. Entre autres revendications, augmenter les premiers coefficients de la grille salariale, maintenus sous le SMIC depuis 3 ans, en augmentant de 5% l'ensemble de la grille avec un plancher de 10 euros de l'heure et de 100 euros net par mois, 13^e mois pour touTEs, reconnaissance de la pénibilité, suppression des 3 jours de carence maladie...

Différentes actions ont eu lieu sur tout le territoire: blocages, opérations escarrot, occupations de sites stratégiques... Tous les piquets sont reconduits et la CFDT, premier syndicat du secteur, a annoncé qu'elle prendrait part au conflit mercredi. Le Medef est vent debout contre les revendications des routierEs: c'est un enjeu majeur pour toute notre classe que cette grève gagne.

Qu'est-ce qu'un routierE?

Avant 1994, les salariéEs étaient « tâcherons », payés au kilomètre sans limitation d'heures. Un aménagement des contrats de travail avait été négocié en 2000: une base mensuelle de 152 heures au taux de base et un contingent d'heures « d'équivalence » à 125% (contrat type à 186 heures, dont 34 heures à 125%).

Mais cet « esprit tâcheron » perdure car les salariéEs vont chaque mois chercher leur paye dans les heures supplémentaires qui, au-delà de la 186^e heure, sont payées à 150%. Le patronat est gagnant: ça empêche les embauches et les salariéEs ne se préoccupent pas du taux horaire mais du nombre d'heures sup faisables. Ces « heures d'équivalence » sont libellées comme telles plutôt qu'en « heures supplémentaires contractuelles », avec des règles d'attribution des repos compensateurs beaucoup moins favorables. Tout a été prévu pour que soit maintenue une précarité latente.

Enfin, un report de charge de travail et de qualification – sans



À Rennes le 19 janvier dernier. DR

augmentation de salaire – s'est opéré sur les chauffeurs: les opérations de manutention dévolues aux employés des clients leur sont maintenant ordonnées. C'est du dumping social rampant puisque la convention collective du transport est moins favorable que celle des manutentionnaires dont les clients peuvent à présent se passer.

Le labo de la concurrence

Le traité de Maastricht a favorisé l'émergence de monopoles multinationaux en abolissant notamment une tarification plancher instituée en 1961. En 1999, une loi instituait le monopole des commissionnaires sur l'affrètement. Dix ans plus tard, le Conseil européen promulguait la directive « cabotage » qui autorise le transport intérieur par des sous-traitants étrangers. Sarkozy

et Merkel ont signé des deux mains puisque les nouveaux monopoles européens sont surtout allemands (Deutsche Bahn et DHL-Deutsche Post) et français (Norbert Dentressange et Géodis-SNCF). Ces magnats organisent la concurrence entre les opérateurs de transport. Cela provoque des sentiments xénophobes car des salariéEs des pays de l'Est, moins payés, affluent sur les routes françaises.

Il faut donc montrer que ce dumping social a une origine: la recherche du profit maximal. Les salaires sont maintenus au plus bas, les heures nombreuses et pas toutes payées, les conditions de travail effroyables. Il est indispensable de montrer que l'Union européenne, avec ses directives, est l'instrument du grand patronat qui exacerbe la concurrence pour écraser la classe

ouvrière. Si l'on ne veut pas laisser le FN en profiter, il faut dialoguer avec le sentiment fortement anti-UE des salariéEs, en montrant la nécessité d'une rupture anticapitaliste avec l'UE et d'une nationalisation sous contrôle ouvrier des grands groupes du transport et de l'affrètement.

Perspectives de la grève

Le patronat a quitté délibérément la table des négociations mardi 20 janvier après le refus des syndicats d'accepter 2% d'augmentation, un centime au dessus du SMIC (9,62 euros) pour les premiers coefficients de la grille, mais seulement 1% pour le coefficient le plus haut, soit un écrasement de la grille. De jeunes chauffeurs, très précaires, ont souvent montré dans les discussions leur accord sur les revendications mais les plus anciens montraient un soutien à leurs employeurs. Par ailleurs, la CFDT a tout fait pour reporter son appel à rejoindre la grève. L'urgence est d'étendre les actions et la grève sur tout le territoire.

Le transport routier est un secteur clé. En 1996, le patronat et l'État avaient cédé au bout de 13 jours de grève et avaient octroyé un dispositif de pré-retraite (le CFA) garantissant un départ subventionné à 55 ans (57 maintenant). C'est une grève comparable qu'il faut construire aujourd'hui. Pour cela, nous avons besoin du soutien actif d'un maximum de militantEs d'autres secteurs et d'organisations du mouvement ouvrier. C'est un enjeu majeur pour tous les travailleurEs.

Damien Lanchron

TRIBUNAL « Nique la France » : notre « devoir d'insolence »

« Nique la France et son passé colonialiste, ses odeurs, ses relents, ses réflexes paternalistes. Nique la France et son histoire impérialiste, ses murs, ses remparts et ses délires capitalistes. »... Mardi 20 janvier, pendant cinq heures, ça a balancé au tribunal de Paris, devant une salle comble...

Le racisme en procès

Le procès s'est retourné en argumentation contre les thèses qui nourrissent le racisme ambiant et les thématiques de la « guerre de civilisation ». Parmi les témoins, Olivier Le Cour Grandmaison est revenu sur les méfaits de la colonisation en Algérie, tandis que Christine Delphy a expliqué que l'expression « Français de souche », concept utilisé par les fascistes, était une invention... de l'administration coloniale française pour justifier la discrimination. À partir de 1958, elle permettait en effet de distinguer les « Français de souche européenne » des « Français de souche nord-africaine ». Journaliste et militante, Rokhaya Diallo expliquera que cela traduit aujourd'hui une « vision raciale de la France ». Saïd Bouamama a démonté le concept de racisme anti-blanc car « le racisme est toujours le fait du dominant à l'encontre du dominé », expliquant que l'intolérance envers les blancs peut exister mais n'a rien de systémique. Et nier cette



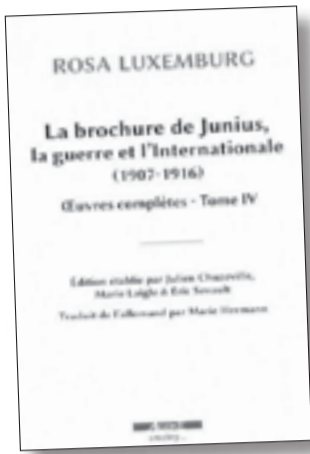
À Lille un rassemblement de soutien au moment du procès. DR

dimension systémique du racisme, c'est nier son histoire et son rôle pour justifier un système de domination coloniale et raciste. Le concept de racisme anti-blanc est lui-même raciste: rien d'étonnant à ce qu'il soit propagé par l'extrême droite. Pour Saïdou, il y a une unité à construire, celle qui est basée comme le texte de sa chanson l'exprime, sur l'anti-impérialisme, l'antiracisme, l'antiséxisme, l'anticapitalisme et la

solidarité avec le peuple palestinien, celle qui se reflète dans le public des 300 concerts qu'il a faits depuis la sortie de *Nique la France*.

La procureure a requis la relaxe, appelant par ailleurs à ne pas retenir « comme catégorie juridique celle des Français de souche », tout en enjoignant aux juges de relire Renaud, Brassens et Zebda. Le délibéré sera rendu le jeudi 19 mars. **Denis Godard**

Essais



Rosa Luxemburg, La brochure de Junius, la guerre et l'Internationale (1907-1916). Œuvres complètes tome IV

Éditions Agone Smolny, 2014, 18 euros

Cette publication des écrits de Rosa Luxemburg de 1907 à 1916 sur la guerre, commence par son intervention et ses amendements (avec Lénine et Martov) à la résolution du congrès de Stuttgart de 1907...

La conclusion était : « Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. » Dès octobre 14, Rosa est convaincue que « le parti et l'Internationale sont foutus, complètement foutus »,

mais que ce drame historique « rend déplacés les gestes personnels de mauvaise humeur ». Elle participe à la création de la revue *Die Internationale* pour lutter contre la paix sociale et politique acceptée par les dirigeants socialistes, et écrit en février 1915 : « L'Internationale, aussi bien qu'une paix conforme aux intérêts de la cause prolétarienne, ne peut naître que de l'autocritique du prolétariat, de la prise de conscience par le prolétariat

de sa propre puissance (...) Le chemin de cette puissance – loin de toute résolution de papier – est à la fois celui de la paix et de la reconstruction de l'Internationale. » Elle précise aussi dans un discours inédit en français : « La reconstruction de l'Internationale est un problème d'une importance colossale, qu'on peut aborder par des biais très divers. Redonner vie à l'ancien. Nous croyons qu'elle ne peut pas être rafistolée telle qu'elle existait auparavant (...)

Si les masses combattent la guerre, l'Internationale pourra revivre. C'est par l'action que l'Internationale doit naître. »

La guerre impérialiste, « cette bête féroce »

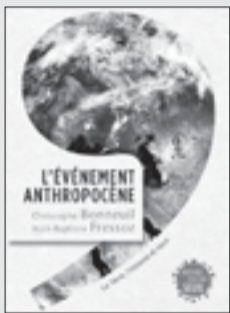
C'est pour cela qu'elle écrit en prison en 1915 la *Crise de la social-démocratie*, dite *brochure de Junius* (publiée en avril 1916) et les *Principes directeurs pour les tâches de la social-démocratie internationale* (publiés en mars 1916).

Ce dernier texte est une des premières formulations de la nécessité d'une Internationale qui ne soit pas la somme de groupements nationaux, mais une organisation qui représente les intérêts historiques du prolétariat, qui coordonne et dirige la lutte révolutionnaire mondiale. Le premier est lui un réquisitoire implacable contre la guerre impérialiste, la société bourgeoise (« une bête féroce, (...) un souffle pestilentiel répandu sur la civilisation et l'humanité ») et la capitulation de la II^e Internationale. Elle trace les perspectives de la lutte de classe « la plus acharnée » pendant la guerre, « l'armement immédiat du peuple et remettre le pouvoir de décision à celui-ci sur la question de la guerre », afin d'imposer la paix par la lutte internationale.

Dans les débats sur le centenaire de la Première Guerre mondiale, la publication de cet ouvrage est éclairante, car Rosa Luxemburg mesure pleinement la bifurcation historique qu'imprima au mouvement ouvrier ce conflit.

Patrick Le Moal

L'Événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous, Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz



Seuil, 2013, 18 euros

C'est dans les années 2000 que des scientifiques spécialistes du « système Terre » (géologues, écologues, climatologues...) proposent le concept d'« Anthropocène », pour dire que nous sommes entrés dans une nouvelle époque géologique. Mais *L'Événement Anthropocène* est un livre d'historiens et c'est là son intérêt tout particulier. Ce qui nous arrive, nous disent-ils, n'est pas une crise environnementale, c'est une révolution géologique d'origine humaine. L'entrée dans l'Anthropocène comme « âge de l'homme » est située il y a environ 250 ans avec l'arrivée progressive de la machine à vapeur.

L'Anthropocène, c'est une Terre altérée par 1400 milliards de tonnes de CO₂ (charbon, pétrole). C'est un tissu vivant appauvri et artificialisé, imprégné de nouvelles molécules

chimiques de synthèse. C'est un monde plus chaud et plus lourd de catastrophes, des mers plus hautes, des climats dérégés. Les scientifiques accumulent les données et les modèles qui nous situent au-delà du point de non-retour à l'Holocène sur la carte des temps géologiques. Mais pour les auteurs, l'Anthropocène est un événement et non un état de fait : c'est, disent-ils, « prendre l'histoire au sérieux tout en apprenant à travailler avec les sciences dites dures ».

Si par certains côtés, ce livre nous bouscule, à l'arrivée, cet essai, très tonique et parfaitement abordable, conforte notre combat : c'est bien le capitalisme qui est nommé mis en cause. Le colonialisme, l'impérialisme britannique puis américain, les deux guerres mondiales sont au centre de ce livre important.

Fernand Beckrich

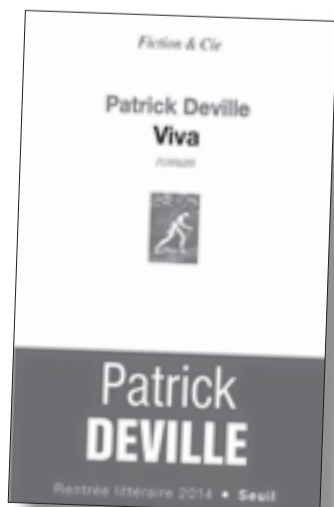
Roman

Viva, Patrick Deville

Seuil, 2014, 17,50 euros

Port de Tampico, 9 janvier 1937. Trotsky vient d'obtenir du président Lazaro Cardenas l'asile politique et débarque, avec son épouse Natalia Ivanovna, au pays de Pancho Villa. Il n'a plus que 3 ans à vivre. Il sait que le temps lui est compté, que les sbires de Staline le retrouveront tôt ou tard. Il doit organiser la riposte aux procès de Moscou, fonder la IV^e internationale, et « continuer d'exil en exil à vouloir transformer le monde et la vie des hommes ».

Cuernavaca, 2 novembre 1936. L'écrivain anglais Malcolm Löwry s'installe avec sa compagne Jan Gabriel et entreprend, dans la chaleur tropicale et les vapeurs de mezzal, la rédaction de son roman *Au-dessous du volcan*, considéré par beaucoup comme un des romans les plus importants du 20^e siècle. Il aurait sans doute voulu agir lui aussi, peser sur le monde,



comme Trotsky, mais peut tout juste gérer son couple, sa dépression, son alcoolisme...

Coyoacan, été 37. Trotsky et Löwry, « après avoir, chacun de son côté, parcouru la planète », sont dans la

même ville, à l'heure où il est minuit dans le siècle, où le fascisme triomphe en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Nicaragua, où la contre-révolution stalinienne impose son talon de fer en URSS.

Tel est le point de départ du (faux) roman de Patrick Deville. Car ici tout est vrai. L'auteur raconte une page de l'histoire du Mexique à sa façon, décousue, épique. Des personnages originaux vont s'y croiser, comme Antonin Artaud ou encore cet écrivain anarchiste aux multiples

pseudonymes (Ret Marut, B. Traven Torsvan...), auteur du *Trésor de la Sierra Madre* (adapté au cinéma par John Huston), qui, après avoir participé à la révolution allemande de 1918-1919, ira vivre avec les Indiens du Chiapas dans les années 30. Emporter son lecteur, lui donner envie de lire et pourquoi pas de changer le monde : tel est à coup sûr le parti pris de Patrick Deville. Une définition de la littérature que les révolutionnaires ne peuvent que partager.

Patrick Chaudon



Cinéma

Les Nouveaux Sauvages de Damian Szifron

Avec Ricardo Darín, Oscar Martínez et Leonardo Sbaraglia. Sortie le jeudi 14 janvier

Ce film à sketches s'inspire clairement de deux bijoux du cinéma italien : *les Monstres* de Dino Risi et *les Nouveaux Monstres* d'Ettore Scola. À la différence de Risi, le réalisateur argentin Damian Szifron sombre facilement dans



l'outrance et ses sketches sont moins enlevés.

Avec un humour noir féroce, il nous offre néanmoins un tableau particulièrement caustique de la société argentine et en particulier de la petite bourgeoisie.

Certaines séquences peuvent être considérées comme des allégories de la lutte des classes, tels la rencontre d'une serveuse avec l'huissier qui a expulsé sa famille, l'affrontement sanglant d'un cadre dynamique au volant de sa magnifique Audi avec le misérable conducteur d'un tacot brinquebalant, ou le jeu cynique d'un riche bourgeois qui réussit à convaincre son jardinier d'aller en prison à la place de son fils. D'autres, plus anodines, correspondent sans doute aux fantasmes de bien des automobilistes de Buenos Aires, telle l'histoire de cet ingénieur qui se fait enlever sa voiture alors qu'il se rend à l'anniversaire de sa fille.

Bien qu'inégal, l'ensemble est fort réjouissant.

Gérard Delteil

Discount de Louis-Julien Petit

Avec Olivier Barthélémy, Corinne Masiero et Pascal Demolon. Sortie le mercredi 21 janvier

La direction d'un hyper traite ses salariéEs comme des kleenex et entend remplacer les caissières par des machines. Cinq employéEs vont réagir à leur manière.

Le réalisateur ne préconise pas la reprise individuelle, mais ne la critique pas clairement non plus.



Le cynisme des patrons du magasin est mis en lumière sans la moindre concession. Les séquences qui montrent leurs méthodes sonnent juste et sont les meilleures du film.

On sent que Louis-Julien

Petit a étudié son sujet. Les comédiens sont excellents, à commencer par l'extraordinaire Corinne Masiero. En revanche, de très grosses invraisemblances et incohérences plombent un peu le scénario. Mais ces faiblesses ne suffisent pas à gâcher le plaisir de voir des braves gens se battre énergiquement contre les rapaces de la grande distribution.

Gérard Delteil



À la veille du congrès

Du vendredi 30 janvier au dimanche 1^{er} février a lieu le troisième congrès du NPA. Ces deux dernières semaines, près de 70 % des militantEs du NPA, 1400 personnes, ont exprimé leurs choix dans les assemblées générales électives. Nous ouvrons nos colonnes aux cinq plateformes nationales qui ont recueilli les suffrages suivants dans ces AG électives : 35,12 % pour la P1, 26,65 % pour la P2, 21,60 % pour la P3, 6,76 % pour la P4, et 6,90 % pour la P5.

PLATEFORME 1 Continuer le NPA

L'enjeu de notre troisième congrès demeure de préserver et de construire un outil militant utile aux exploités et aux opprimés.

À l'affût des possibilités...

La situation reste marquée par la décomposition du mouvement ouvrier, incapable de s'opposer réellement à une offensive capitaliste historique contre les droits et les conditions de vie des salariéEs. L'indigence de la réponse à la loi Macron, l'absence de tout regroupement social et politique permettant l'expression du sur-saut humain et solidaire après les attentats indépendamment et contre l'union sacrée, en sont des illustrations dramatiques. Mais les mouvements de fond qui travaillent le monde peuvent surgir à tout moment et modifier les conditions de notre militantisme. Trois exemples : la montée de la question écologique tant avec les combats contre les grands projets inutiles

à Notre-Dame-des-Landes, puis à Sivens, qu'avec la vague montante pour « *changer le système, pas le climat* » ; l'irruption brutale du « choc des barbaries », avec les tueries de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher qui doit remettre au premier plan les résistances à l'islamophobie et à l'antisémitisme, aux guerres impérialistes et aux politiques sécuritaires ; Syriza et Podemos renouvellent chacun à leur manière la question de l'articulation entre les mobilisations et la construction d'une réponse politique dans la lutte contre les politiques capitalistes imposées aux peuples d'Europe. Chacun de ces événements fait naître des possibilités de (re)mobilisation, de radicalisations, diverses et parfois contradictoires, et nous devons rester en permanence à l'écoute, à l'affût de ces possibilités.

Au sein du mouvement...

Moins que jamais, la nécessaire clarification des enjeux ne peut servir à justifier une politique

d'isolement, d'inertie qui mène à l'impuissance. Nous devons défendre notre politique anticapitaliste au sein du mouvement et pas contre lui.

Cet enjeu de notre congrès a été crûment mis à nu au cours des derniers jours avec le désaccord au sujet de la possible (et depuis heureusement réelle) victoire de Syriza. Ce désaccord a abouti à la non-signature de deux appels, en particulier celui appelant au meeting de soutien au peuple grec du lundi 19 janvier, sous le prétexte qu'en mêlant nos voix avec celles et ceux que l'arrivée possible de Syriza au pouvoir enthousiasme, nous risquerions d'encourager les illusions...

Deux décisions majoritaires au CE ont donc empêché le NPA de faire face à ses tâches de solidarité internationaliste, alors que l'urgence était de faire entendre une voix moins institutionnelle, la voix des luttes nécessaires pour faire avancer la conscience et la confiance de notre camp social. Une faute politique grave

qui doit sonner comme une alerte pour toutes celles et ceux qui ne se résignent pas à voir le NPA se réduire, sous prétexte de clarifications, à un groupe qui commente l'actualité et distribue les bons et mauvais points.

Une force pour agir !

Le NPA doit rester une force militante radicalement anticapitaliste, antisystème, écosocialiste, féministe, antiraciste et internationaliste ; une force partie prenante des différentes radicalisations, et attachée à la construction des mobilisations les plus larges et les plus unitaires possible ; une force agissante dans le débat politique pour construire une opposition sociale et politique au gouvernement.

C'est autour de ce profil et pour le mettre en œuvre que les délégués de la plateforme 1 proposent de se rassembler largement, en particulier autour d'une déclaration de notre congrès.

L'équipe d'animation de la P1



PLATEFORME 2

Des clarifications à poursuivre, un rassemblement à réussir

La démarche que nous avons engagée a recueilli 26% des voix. La volonté exprimée dans les AG nous conforte dans notre orientation qu'il faut poursuivre et élargir. C'est la responsabilité de l'ensemble des délégués d'avancer dans le rassemblement pour, dans un contexte difficile, surmonter l'affaiblissement et l'éclatement politique de notre parti. D'importantes clarifications se sont opérées sur les questions d'orientation, il faut maintenant nous donner les moyens d'engager un travail de construction, en refusant toute exclusive.

Clarifier

Les discussions ont montré que les camarades dans les comités ont le plus souvent une vision claire de l'articulation entre nos tâches de construction et d'intervention et notre politique unitaire. Notre souci de préserver notre indépendance vis-à-vis des forces réformistes est largement majoritaire comme en atteste le nombre de voix recueilli par les motions élections.

La nécessité de clarification s'impose face à la situation politique créée par les attentats et leur suite, comme par la victoire de Syriza en Grèce.

Hollande se positionne en Bonaparte au-dessus de l'UMP et du PS, et les organisations du Front de gauche participent de cette union nationale jouée à fond par le gouvernement. Celle-ci renforce les préjugés réactionnaires, le racisme. Les racines sociales, les inégalités sont escamotées au point que Valls peut cyniquement parler d'« *apartheid* » tout en justifiant la loi Macron, alors que les directions syndicales se partagent entre collaboration totale et discrétion coupable. Comme cela a été le cas durant les derniers événements, l'orientation du NPA doit être celle de l'indépendance de classe.

Rassembler

Nous rassembler contre l'union nationale, contre tous les racismes, pour faire vivre la solidarité des classes exploitées quelles que soient l'origine, la couleur de peau, l'appartenance

ou non à une religion, c'est combattre l'offensive réactionnaire qui vise toute la population. Ce combat se mène aussi au sein des syndicats, des associations, du mouvement social pour reconstruire une conscience de classe. Nous combattons les grandes puissances qui par leurs guerres et interventions militaires ont la responsabilité première du terrorisme et du développement des fondamentalismes religieux. Sans nous confondre avec ceux qui tentent de mettre sur rail leur nouvelle union de la gauche, nous nous rassemblons dans la solidarité avec les travailleurs et le peuple grecs. Ils viennent de donner une gifle à la troïka et aux bourgeoisies européennes en virant leurs représentants politiques, la droite et le PS grecs. Mais le gouvernement constitué par Tsipras avec une force souverainiste de droite montre le piège que représente le jeu institutionnel et les limites de Syriza. Après cette victoire électorale, l'issue viendra des travailleurs s'ils parviennent à poursuivre

leur mobilisation et à s'organiser pour faire sauter le carcan des pouvoirs financiers grecs et internationaux.

En Grèce comme ici, il n'y a pas d'issue sans annulation de la dette et constitution d'un monopole bancaire pour mettre les financiers hors d'état de nuire. La tâche de l'heure est de regrouper les anticapitalistes et révolutionnaires. La solidarité la plus efficace avec le peuple grec, c'est un combat commun d'Athènes à Lisbonne, de Madrid à Paris, pour construire contre la dictature des banques et du patronat, une Europe de la solidarité, une Europe des travailleurs et des peuples...

L'organisation est divisée, mais deux grandes idées sont très majoritaires : être au cœur des mouvements et rassembler les anticapitalistes et révolutionnaires en indépendance complète avec les courants réformistes tout en œuvrant à l'unité du monde du travail.

Comité d'animation de la plateforme 2



PLATEFORME 3

Tribune de la plateforme 3

Environ 1400 militants ont participé aux débats et aux votes des congrès locaux. La crise militante qui affecte notre parti est confirmée par ces chiffres mais le NPA reste une organisation vivante qui malgré ses débats et ses désaccords a su affronter ces dernières semaines des événements politiques inédits. Cela doit nous renforcer dans l'idée que, plus que jamais, notre tâche majeure est de travailler à la construction d'une organisation anticapitaliste et révolutionnaire, capable d'intervenir pour défendre les intérêts politiques des exploités et d'aider notre classe à s'émanciper.

Suite aux AG électives, aucune des plateformes n'est majoritaire seule, la nôtre recueille 21,6% des votes des militants dans les congrès locaux et arrive en 3^e position (et en 1^{re} dans plusieurs régions importantes, à commencer par l'Île-de-France). C'est une bonne nouvelle pour toutes celles et ceux qui ont fait le choix de voter pour l'opposition la plus conséquente à l'orientation portée par la P1, orientation désormais minoritaire dans l'organisation. Il devient possible de tourner définitivement la page des trois premiers congrès du NPA qui avaient tous donné une majorité avant tout centrée sur l'interpellation

des directions réformistes afin de construire «une alternative politique» à la gauche de la gauche, conçue comme la condition sine qua non du réveil de la combativité de notre classe.

Sur la question électorale, la motion A arrive en tête des votes des AG, alors même que le flou a été entretenu par plusieurs dirigeants de la P2 qui ont défendu à la fois la motion A et la motion B ! Il faudra confirmer au congrès une nette majorité pour la motion A qui refuse des listes communes avec le Front de gauche pour les prochaines échéances électorales.

Au-delà de la question électorale, les militantEs qui ont voté pour la P3 ont à cœur que ce congrès soit celui de la relance de la construction d'un parti réarmé d'un point de vue stratégique, dont l'activité soit recentrée sur l'intervention dans les luttes et dont la priorité des discussions soit consacrée à nos efforts d'implantation dans la classe ouvrière et la jeunesse. Il ne suffit pas de tourner la page d'un certain nombre de formules transfuges du réformisme comme «l'opposition de gauche» ou «le gouvernement anti-austérité», il faut doter notre parti d'outils théoriques, politiques et organisationnels pour être capable de peser sur la lutte des

classes et mener une politique révolutionnaire. Il ne suffit pas de dire que seule une meilleure implantation au sein du monde du travail résoudra tous nos problèmes d'orientation. Il ne suffit pas de dire que seule l'agitation propagandiste d'un programme, fût-il correct, résoudra nos problèmes d'identification aux yeux des classes populaires comme un parti utile à leur émancipation. C'est une combinaison entre notre capacité à faire nos preuves dans la lutte des classes et à rendre crédible un projet de société débarrassée de l'exploitation, le socialisme qui pourra aider le NPA à surmonter sa crise militante, sa crise de direction et à corriger ses erreurs d'orientation qui ont largement contribué à son affaiblissement.

Pour cela, nous sommes convaincus qu'une nouvelle majorité est nécessaire et nous nous adressons à l'ensemble des camarades des P2, P4 et P5 pour dégager des axes majoritaires sur la base d'une déclaration du congrès qui soit clairement en rupture avec l'orientation défendue par l'ancienne majorité. Cela serait un premier pas pour, en lien avec l'ouverture du débat stratégique, avancer vers le parti révolutionnaire dont notre classe sociale a tant besoin.

PLATEFORME 4

Le message du peuple grec

Le résultat des élections grecques est une belle claque à la face des dirigeants de la troïka. Syriza, le parti de la gauche radicale, y est arrivé en tête avec plus de 36% des suffrages. Après plus de cinq ans de cure d'austérité orchestrée par les dirigeants du FMI, de la Banque centrale européenne, de l'Union européenne comme des gouvernements grecs successifs au service des grandes banques allemandes ou françaises, le message est clair : ça suffit !

Ce n'est plus aux travailleurs de payer

Plus question de travailler pendant plusieurs mois sans toucher de salaire ! Plus question de ne plus pouvoir payer les factures d'eau et d'électricité ! Plus question d'accepter les licenciements et les suppressions de postes dans la fonction publique. Plus question de ne plus pouvoir accéder à des soins médicaux élémentaires ! Entre autres. C'est ce qu'ont exprimé les électeurs grecs, ceux des couches populaires. Et leur message électoral s'adresse aux travailleurs qui partout en Europe, de l'Espagne à l'Irlande en passant par le Portugal, ont été confrontés aux sales coups de gouvernements bien souvent socialistes. Un appel à ne plus accepter les

mesures d'austérité comme ici en France où la majorité parlementaire de gauche est sur le point d'entériner la loi Macron qui facilite encore les licenciements économiques et fait voler en éclats le peu de protection sociale dont bénéficient encore les travailleurs.

Sur le papier, les mesures d'urgence de Syriza restent modestes : relèvement du salaire minimum à son niveau d'avant crise : 750 euros ; embauche de fonctionnaires ; accès gratuit pour les plus pauvres aux soins, à l'électricité, l'eau et les transports. Quant à savoir si le nouveau gouvernement de cette gauche qui se dit radicale décidera vraiment de les appliquer immédiatement, c'est une autre affaire. Comme est une autre affaire de savoir s'il voudra ou pourra imposer aux usuriers de la troïka l'effacement d'une dette aux taux d'intérêts effarants. De même pour l'application des autres promesses.

Le succès électoral, ce n'est pas encore la victoire

Quels moyens va se donner le nouveau gouvernement face aux pressions des États européens les plus riches ? Comment va-t-il contraindre les oligarques grecs à payer leurs impôts ? Mais aussi, qui va contraindre les oligarques de France ou d'Allemagne, ces experts en évasion fiscale, à payer les leurs, au lieu de rançonner les peuples qu'ils étranglent ? C'est là où les attentes et les espoirs du peuple grec risquent de se transformer en amères désillusions. D'autant, première mauvaise nouvelle, que Syriza

vient d'annoncer une alliance gouvernementale avec la droite souverainiste.

Ici, en France, Jean-Luc Mélenchon s'est précipité pour récupérer à son compte le succès électoral de Syriza, tout en vantant les mérites d'une «révolution par les urnes». Quel bluff ! Il n'y a jamais eu de révolution par les urnes. Et ceux qui ont voté Syriza en Grèce savent bien que tout va se jouer maintenant. Et c'est à eux de jouer.

Quand la contestation sociale s'étendra à toute l'Europe

Comment transformer l'espoir des travailleurs de Grèce ? Comment faire pour que la confiance en Syriza ne tourne pas à nouveau à la grande désillusion ? Rien ne dit que la colère sociale restera confinée à l'isolement. L'espoir d'en finir avec la misère pourrait prendre une tout autre dimension si les travailleurs, les chômeurs et les jeunes décidaient de faire appliquer leur programme d'urgence sociale avec leurs méthodes, ensemble, dans la rue, par la grève, par mille autres initiatives, en contrôlant eux-mêmes les comptes des exploités. Bref, en ne comptant que sur la force de leurs propres mobilisations et leur capacité à s'organiser. Et à vrai dire, pas seulement en Grèce. C'est à l'échelle de toute l'Europe que les travailleurs de Grèce doivent trouver des alliés. Vivement qu'un printemps européen de la révolte sociale inspire une trouille salutaire aux grands voyous du capitalisme. Ce serait la seule façon d'aller vers la victoire. La vraie.

Éditorial des bulletins d'entreprises L'Étincelle du lundi 26 janvier 2015

PLATEFORME 5

La P1 est largement minoritaire : le changement, c'est maintenant ?

La plateforme 1, qui était la seule à vouloir maintenir l'orientation de la direction sortante, a été mise en minorité avec environ 35% des voix. Une large majorité des militantEs du NPA, en votant pour les quatre autres plateformes, a donc affirmé sa volonté d'un changement de cap.

Les plateformes 2, 3, 4, 5 se retrouvent sur les points suivants :

– Refus des mots d'ordre de «gouvernement anti-austérité» et «opposition de gauche», qui résument une orientation suiviste à l'égard du Front de gauche ; volonté de mettre en avant une orientation délimitée de celle du Front de gauche et des différents courants réformistes.

– Refus des alliances électorales avec le Front de gauche et ses composantes. À l'initiative de la plateforme 5, la motion A sur les élections est la seule à être (largement) majoritaire. Le congrès doit donc entériner la fin des errements électoraux, qui ont alimenté la confusion et qui ont polarisé le parti autour des élections.

– Effort particulier à la construction du NPA sur les lieux de travail pour y développer une

intervention politique et pour œuvrer au rassemblement des militantEs lutte de classes face aux bureaucraties syndicales.

Il est donc de la responsabilité des délégués de ces 4 plateformes de s'unir au congrès autour de ces points de convergence, pour rompre avec l'orientation de la direction sortante, pour réorienter le parti et pour lui donner une identité politique plus forte, anticapitaliste et révolutionnaire. C'est avec cette nouvelle identité et en intervenant centralement dans les luttes que notre parti pourra s'ouvrir plus largement à la jeunesse et aux travailleurEs radicalisés, et non en lorgnant sur le Front de gauche et ses avatars.

Sur la base des 7% obtenus lors des AG électives, nous sommes à même de renforcer notre participation aux instances de direction du parti (CPN et CE) pour peser dans ce changement de cap et pour des campagnes audacieuses du parti. Nous continuerons également à y défendre les positions spécifiques que nous avons portées lors des AG électives :

– Porter et mettre en débat un

projet de société communiste autogestionnaire fondé sur l'auto-organisation de celles et ceux qui luttent pour leur émancipation.

– Avoir au quotidien une orientation révolutionnaire articulant nos mots d'ordre à la nécessité de la prise du pouvoir par les travailleurEs et de l'expropriation des grands groupes capitalistes.

– Défendre la rupture anticapitaliste et internationaliste avec l'Union européenne.

– Intégrer au cœur de notre orientation à la fois la lutte des classes et la lutte contre les oppressions spécifiques (islamophobie, racismes, sexisme, LGBTI-phobie...).

– Dénoncer le productivisme mortifère et intégrer pleinement l'écologie dans notre projet communiste.

– Agir pour regrouper les syndicalistes combattifs dans un courant intersyndical lutte de classes, contre la collaboration de classe et la bureaucratie.

– Renouer avec des pratiques militantes, à l'intérieur du parti, en accord avec notre projet : donner toute leur place aux comités, contrôle du CE et des porte-paroles, lutter contre les pratiques d'appareils en menant les débats de fond et en restaurant une vraie camaraderie.





L'Anticapitaliste | Libre expression

Les meurtres commis par Amedy Coulibaly sont clairement antisémites. Peux-tu faire le point sur l'antisémitisme en France, ses ressorts et ses zones d'influence ?

L'après-guerre a rendu l'antisémitisme de la vieille droite réactionnaire française illégitime, mais latent. Cet antisémitisme n'a jamais cessé d'exister ou d'agir. Depuis le début des années 2000, nombre de cimetières juifs et de synagogues ont été attaqués en même temps que des mosquées et des cimetières musulmans, œuvre commune le plus souvent de groupes d'extrême droite. Avec la deuxième Intifada s'est développée une forme plus populaire de ressentiment antisémite liée à l'adhésion forcée, j'y reviendrai, des juifs français à la cause sioniste. Cela s'est accompagné de la désignation de toute prise de position pour la Palestine comme antisémite et de l'installation dans les médias, dans les déclarations et les actions politiques officielles, d'un soutien unidimensionnel à la politique israélienne.

Cette émotion à deux vitesses devant les actes racistes, la solidarité systématique exprimée à la communauté juive, alors que rien de tel ne se produit devant les attentats racistes visant la population arabe, la présentation du conflit israélo-palestinien qui fait toujours l'impasse sur le rapport de domination d'un État contre un peuple occupé et colonisé, ont fini, associées à la crise sociale qui frappe les quartiers populaires où vivent une grande partie de ces descendants d'indigènes, par développer chez une partie d'entre eux rancœur et révolte. Ce sentiment en a rendu certains réceptifs aux thèses antisémites d'un Dieu donné, puis aux thèses du complot développées par des Soral et pire encore parfois.

Des journaux ont titré récemment sur des départs de juifs de France. Quelle en est la réalité ? Quel rôle joue la propagande d'Israël et des organisations sionistes ?

Il y a une réalité nuancée : d'une part dans les deux dernières décennies, une classe moyenne qui s'est installée progressivement dans un entre-deux entre Israël et la France, attirée par le soleil et la « bulle » de Tel Aviv, des professions libérales, ont acheté des appartements à Tel Aviv et y viennent plusieurs fois dans l'année. Il y a aussi une classe plus pauvre et fragile de juifs qui vivent dans les banlieues et les cités des quartiers populaires, prise en otage par l'embrigadement inconditionnel pour Israël indissociable de la peur de l'antisémitisme. Le premier est la conséquence de l'autre dans la logique sioniste (et l'antisémitisme fait peur aux juifs, n'est-ce pas normal ?). Cette catégorie fragile tente l'émigration sans filet, et eux, leurs enfants feront l'armée. Ils rencontrent là-bas des difficultés

“ Nous refusons l'instrumentalisation de l'histoire et de la mémoire juives au service d'une cause indéfendable et dangereuse ”

Entretien. Les meurtres du 9 janvier dernier lors de la prise d'otage à l'Hyper Cacher nous incitent à faire le point sur l'antisémitisme en France. **Michèle Sibony**, vice-présidente de l'UJFP (Union juive française pour la paix) nous a accordé une interview.



d'intégration, de travail, et un pourcentage important de cette « aliyah » (montée ou immigration) revient en France, déçu par des conditions de vie pas plus faciles, au contraire. Les chiffres de la « yerida » (descente ou retour) ne sont pas communiqués, mais un tout récent reportage télévisé en Israël indiquait comment les effets d'annonce concernant une « aliyah » massive suite à la tuerie de la porte de Vincennes, devaient être relativisés, et que les chiffres de la « yerida » finissaient par rendre ceux de l'« aliyah » française des dernières années, là encore, très relatifs.

Peux-tu nous expliquer ce qu'est le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) et son influence ? Cet organisme se targue de représenter les juifs français. Est-ce vrai ?

Le CRIF est un collectif issu de la Résistance. Il comprend aujourd'hui 60 associations, certaines importantes et d'autres très faibles numériquement. Il a longtemps été un organisme peu politisé, peu ou pas sioniste, peu utilisé par les gouvernements français, et parfois à gauche. Son corps électoral, évalué dans le meilleur des cas à 6000 membres, ne peut en aucun cas l'autoriser à prétendre représenter une communauté que l'on évalue à 500 000 ou 600 000 personnes. Son virage vers un sionisme agressif a

été catastrophique pour les juifs en France, surtout par l'audience que lui ont accordée les gouvernements successifs depuis 2000. C'est la rencontre des intérêts politiques français alliés d'Israël, dans le cadre de la vision néolibérale du monde et de sa nouvelle stratégie, d'une ambassade israélienne très active et de son bras armé, le CRIF, qui a produit la prise en otage de la communauté juive : tous comme un seul homme derrière Israël, et cela parce qu'il y a antisémitisme en France puisqu'il y a expression de solidarité avec la Palestine... L'équivalence imposée des termes juif, sioniste, israélien, a encore fragilisé les juifs, les rendant comptables aux yeux de certains des exactions israéliennes.

Quels sont le poids et l'évolution des organisations comme la LDJ (Ligue de défense juive) ?

Au lendemain de l'attentat de Copernic, le CRIF et les consistoires ont passé un accord avec le gouvernement, les autorisant à développer leurs propres systèmes de sécurité devant les synagogues et lieux sensibles juifs : le Service de protection de la communauté juive, qui travaille en étroite collaboration avec le ministère de l'Intérieur. C'est ce qui a favorisé le développement de petites milices juives violentes issues de groupes d'extrême droite, comme le Betar puis la LDJ, Ligue de défense juive, fondée par le rabbin américain d'extrême droite Meïr Kahana, un adepte du transfert de tous les Palestiniens hors du « Grand Israël ». Interdite aux États-Unis puis en Israël en raison de son extrême violence et de son racisme, elle bénéficie en France d'une incroyable protection gouvernementale. Pour la première fois l'été dernier, pendant les événements de Gaza, le ministre de l'Intérieur a évoqué la possibilité d'étudier sa dissolution... Mais plus rien depuis, et l'affaire semble avoir été classée... jusqu'à la prochaine agression.

En 2013, Enzo Traverso a publié un livre la Fin de la modernité juive, sous-titré Histoire d'un tournant conservateur. Les courants progressistes et communistes étaient importants chez les juifs français. Qu'en est-il maintenant ? Quel est le rôle d'une organisation comme l'UJFP ?

Nous avons trouvé remarquable l'étude d'Enzo Traverso, et tristement juste son analyse sur le tournant conservateur juif. Les courants progressistes juifs, héritiers des lumières ou du Yiddishland révolutionnaire d'Europe centrale, étaient le fait des juifs européens, mais les juifs français sont dans leur majorité actuelle le produit de la décolonisation nord-africaine. Ils sont arrivés en France au début des années 60 (et non au début du siècle dernier ou bien avant) et n'avaient pas ou peu « bénéficié » des lumières ou des vertus républicaines dans les colonies. Cela dit, la chute du communisme, la perte de vitesse de la gauche en général, et le tournant conservateur, ne concernent pas, loin de là, que les juifs en France... L'UJFP est une association juive laïque qui porte une parole juive progressiste. Nous refusons les instrumentalisation politiques des juifs d'où qu'elles viennent, du CRIF, d'Israël, ou des gouvernements français, qui semblent vouloir jouer les juifs et Israël contre les Arabes, et les musulmans, sacrifiant de fait les droits nationaux du peuple palestinien. Nous refusons aussi l'instrumentalisation de l'histoire et de la mémoire juives au service d'une cause que nous jugeons aujourd'hui tragiquement indéfendable et dangereuse pour les Palestiniens comme pour le collectif juif israélien. Au Moyen-Orient comme ici en France et en Europe, une paix véritable ne peut s'instaurer que dans la reconnaissance des droits de tous et de chacun, et dans l'égalité de traitement des citoyens. Il n'y a pas de paix sans justice.

Propos recueillis par Ross Harrold et Henri Wilno

Vu ailleurs

le Parisien HOLLANDE À DAVOS.

Pour la première fois, le chef de l'État va participer au sommet très libéral de la station suisse, où se côtoient leaders politiques, grands patrons, artistes... Sauf surprise, François Hollande ne croquera pas le chanteur Pharrell Williams invité à Davos. Ce qui n'empêchera pas le président d'être « happy » dans la très sélecte station de ski suisse. Sur fond de soutien international contre le terrorisme, le chef de l'État est en effet aujourd'hui l'invité vedette du 45^e Forum économique mondial, qui réunit depuis mercredi le gotha des affaires. François Hollande arrive flanqué de trois ministres (Ségolène Royal, Laurent Fabius et Michel Sapin). C'est une première pour lui. Il faut dire que La Mecque du libéralisme a longtemps fait figure d'épouvantail pour tout socialiste qui se respecte. [...]

Dominique Strauss-Kahn, l'ex-directeur du Fonds monétaire international (FMI), a, lui, longtemps été le « choucho » social-libéral de Davos. Mais les temps ont changé. [...] Hollande entend faire passer le message : malgré la menace terroriste, la France reste attractive. Le président doit ainsi déjeuner avec une vingtaine de dirigeants de grandes entreprises et investisseurs internationaux, notamment koweïtiens, saoudiens... Avant de rencontrer une quinzaine de leaders d'opinion issus des grands médias anglo-saxons et chinois pour un échange informel. Une occasion de rappeler, à l'heure de la croissance molle, que la France garde des atouts malgré le French bashing. La preuve : oublié la taxe à 75 % pour les revenus supérieurs à plus de 1 million d'euros, terminés les rigidités grâce à la simplification. Place aux 40 milliards de baisses de cotisations au profit des entreprises grâce au pacte de responsabilité. De quoi faire oublier les petites phrases de Hollande qui considèrent, en 2012, la finance comme « un ennemi ». Hier, les proches du président étaient plutôt confiants sur l'accueil.

« Hollande, un président socialiste à Davos », Éric Hacquemand, le Parisien, vendredi 23 janvier 2015

S'abonner à l'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
 Nom : Prénom :
 Adresse :
 Code postal : Ville :
 Mail :

Désignation du compte à débiter
 IBAN :
 BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
 En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire : _____

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo
<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel	Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 18 €
<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 36 €
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER
 Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org